



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 18 du 31 mars 2010

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 1^{er} avril 2010

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	406
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE	406
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	406
Extrait de l'arrêté SGAR n°2010-84 en date du 12 mars 2010 portant nouvelle composition du Conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe-et-Moselle	406
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	407
CABINET	407
Service interministériel de défense et de la protection civile	407
Procès-verbal n°02/2010 du 16 mars 2010 : résultats de l'examen de secourisme – Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique	407
MISSION ECONOMIQUE	407
Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 19 mars 2010	407
Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 19 mars 2010	407
Extrait de décision de la commission nationale d'aménagement commercial du 26 mars 2010	407
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE	407
Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales	407
Extrait de l'arrêté du 12 mars 2010 autorisant la nomination de régisseurs d'État auprès de la police municipale de la communauté de communes du bassin de POMPEY	407
Extrait de l'arrêté du 12 mars 2010 autorisant la nomination de régisseurs d'État auprès de la police municipale de LAXOU	408
Extrait de l'arrêté du 12 mars 2010 autorisant la nomination de régisseurs d'État auprès de la police municipale de LONGWY	408
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités	408
Extrait de l'arrêté du 18 mars 2010 autorisant le transfert de l'adresse du siège social du syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) de XIROCOURT en mairie de XIROCOURT	408
Extrait de l'arrêté du 30 mars 2010 autorisant la dissolution du syndicat intercommunal pour le dépôt de matériaux d'HOUDREVILLE et fixant les conditions de liquidation de l'établissement	409
Bureau des procédures environnementales	409
Extrait de l'arrêté préfectoral N°54-2009-00098 du 16 mars 2010 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant l'implantation de la gare d'interconnexion TGV/TER sur la commune de VANDIERES	409
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES	413
Bureau des réglementations	413
Extrait de l'arrêté du 2 mars 2010 portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à BLAMONT	413
Extrait de l'arrêté modificatif du 2 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY	413
Extrait de l'arrêté du 2 mars 2010 portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à JARNY	413
Extrait de l'arrêté du 2 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à REHAINVILLER	414
Extrait de l'arrêté du 2 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY-LES-NANCY	414
Extrait de l'arrêté du 2 mars 2010 portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à TOMBLAINE	415
Extrait de l'arrêté modificatif du 2 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY	415
Extrait de l'arrêté modificatif du 2 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à DOMBASLE-SUR-MEURTHE	415
Extrait de l'arrêté du 2 mars 2010 portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LAXOU	416
Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à AUBOUE	416
Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à BRIEY	417
Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à HOMECOURT	417
Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à JOEUF	418
Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LONGWY	418
Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à BLAINVILLE-SUR-L'EAU	419
Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à BLAMONT	419
Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY	419
Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY	420
Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à FROUARD	420
Extrait de l'arrêté du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à MONT SAINT MARTIN	421
Extrait de l'arrêté du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY LES NANCY	421
Extrait de l'arrêté du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à BEUVILLERS	421
Extrait de l'arrêté du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à BRIEY	422
Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à DOMBASLE SUR MEURTHE	422
Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY LES NANCY	423
Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE	423
Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à BRIEY	424
Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à DIEULOUARD	424
Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à DOMBASLE SUR MEURTHE	424
Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LONGLAUVILLE	425
Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à MONT SAINT MARTIN	425
Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY	426
Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VEZELISE	426
Extrait de l'arrêté du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à HEILLECOURT	427
Extrait de l'arrêté du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY-les-NANCY	427
Extrait de l'arrêté du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à DAMELEVIERES	427
Extrait de l'arrêté du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à SEICHAMPS	428
Extrait de l'arrêté du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à TOUL	428
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE	429
Bureau de l'action locale et des affaires interministérielles	429
Extrait de l'arrêté du 1 ^{er} mars 2010 modifiant les statuts du syndicat intercommunal de l'environnement à BLAINVILLE DAMELEVIERES	429
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	430
RECTORAT ACADEMIE NANCY-METZ	430
Service affaires juridiques et contentieuses	430
Arrêté de délégation rectorale de signature du 23 mars 2010 à Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur des services départementaux de l'Education Nationale de Meurthe-et-Moselle	430
Division des examens et concours	431
Extrait de l'arrêté du 24 mars 2010 concernant le recrutement d'adjoints administratifs de 2 ^e classe du ministère de l'Education Nationale par la voie du PACTE	431
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	431
Extrait de la décision du 18 mars 2010 portant agrément au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.)	431
Extrait de la décision du 18 mars 2010 portant agrément au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.)	432
Extrait de la décision du 18 mars 2010 portant agrément au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.)	432

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°29/2010 du 22 mars 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la MATERNITÉ RÉGIONALE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2010 - N° FINESS entité juridique 540 000 031 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015	432
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°30/2010 du 22 mars 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CENTRE HOSPITALIER de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2010 - N° FINESS entité juridique 540 000 049 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023	432
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°31/2010 du 22 mars 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2010 - N° FINESS entité juridique 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155	433
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°32/2010 du 22 mars 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CENTRE HOSPITALIER de PONT A MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2010 - N° FINESS entité juridique 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296	433
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°33/2010 du 22 mars 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2010 - N° FINESS entité juridique 540 000 122 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395	433
Extrait de l'arrêté ARH - DDASS 54 N° 34/2010 du 22 mars 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT – BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2010 - N° FINESS entité juridique 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668	434
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°35/2010 du 22 mars 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2010 - N° FINESS entité juridique 540 000 767 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070	434
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°36/2010 du 22 mars 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2010 - N° FINESS entité juridique 540 000 882 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001104	434
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°37/2010 du 22 mars 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2010 - N° FINESS entité juridique 540 002 078 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138	434
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°38/2010 du 22 mars 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2010 - N° FINESS entité juridique 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286	435
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°39/2010 du 22 mars 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2010 - N° FINESS entité juridique 540 014 081 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072	435
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°40/2010 du 22 mars 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Inter hospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2010 - N° FINESS entité juridique 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 163	435
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	436
Extrait de l'arrêté du 9 mars 2010 portant modification de la composition de la Commission départementale tripartite Etat/Pôle Emploi/instance paritaire régionale chargée d'émettre un avis sur les projets de décisions de réduction ou de suppression des allocations de chômage pour une durée supérieure à deux mois.....	436
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE	436
Service solidarité, insertion	436
Extrait de l'arrêté N° 357/2010 du 18 mars 2010 relatif à l'agrément pour l'emploi d'enfants accordé à l'agence de mannequins « DANIELE MODELS AGENCY »	436
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	436
Service agriculture, forêt, chasse	436
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°104 du 16 mars 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à MOYEN - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3033 -	436
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°105 du 16 mars 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BEZANGE LA GRANDE - COINCOURT - MOUACOURT - PARROY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2998 -	436
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°106 du 16 mars 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à COINCOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3016 -	437
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°107 du 16 mars 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à MERCY LE BAS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3014 -	437
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°108 du 16 mars 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à DOMMARIE EULMONT - VANDELEVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2999 -	437
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°109 du 16 mars 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à GELLENONCOURT - DROUVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3020 -	437
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°110 du 16 mars 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT JULIEN LES GORZE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3018 -	438
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°111 du 16 mars 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VAUDEMONT - CHAUVILLEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3011 -	438
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 112 du 16 mars 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLERS LES MOIVRONS - MOIVRONS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3028 -	438
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 113 du 16 mars 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BENAMENIL - DOMJEVIN - FREMENIL - MANONVILLER - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3029 -	438
Service énergies, constructions, ingénierie	439
Arrêté n°2010.ECI-IP.01 du 16 mars 2010 portant subdélégation de signature par Michel MARTY, Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle.....	439
Service environnement, eau, biodiversité.....	439
Extrait de l'arrêté DDT-PECHE 2010/004 du 16 mars 2010 instituant trois réserves de pêche sur l'Orne dans les communes de HATRIZE, VALLEROY et HOMECOURT.....	439
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE.....	440
Service environnement, eau, biodiversité.....	440
Extrait de l'arrêté DDEA-PECHE 2009/042 du 30 novembre 2009 instituant deux réserves de pêche sur le Trey dans la commune de Villers-Sous-Prény.....	440
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST	440
Extrait de l'arrêté N°2010-DIR-Est-M-54-011 du 11 mars 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un «chantier non courant» sur le réseau routier national, hors agglomération relatif aux travaux de pose de glissières de sécurité.....	440
Extrait de l'arrêté N°2010-DIR-Est-M-54-014 du 11 mars 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un «chantier non courant» sur le réseau routier national, hors agglomération relatif aux travaux de réfection de joints de chaussée sur A31 sur OA A31-092 au PR 233.650 (Annule et remplace l'arrêté N° 2010-DIR-Est-M-54-011 du 11 mars 2010 paru au Recueil des Actes Administratifs n°15 du 15 mars 2010).....	441
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	442
Pôle santé – Cellule actions de santé	442
Extrait de l'arrêté DDASS / Pôle Santé / N°315 du 10 mars 2010 portant habilitation du Centre de Santé MGEN de Nancy en tant que Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement des Infections Sexuellement Transmissibles	442
Extrait de l'arrêté DDASS / Pôle Santé / N°319 du 10 mars 2010 portant habilitation du Centre Hospitalier de Mont-Saint-Martin en tant que Centre de Lutte contre la Tuberculose et Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement des Infections Sexuellement Transmissibles	443
Service actions et établissements de santé	443
Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 318-10 du 10 mars 2010 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale – Autorisation n°54-46.....	443
Service offres de soins de ville.....	444
Extrait de l'arrêté DDASS/OSV N° 0373/10 du 24 mars 2010 relatif au transfert d'une officine de pharmacie à MAXEVILLE (54320) - Licence N° 54#01058	444

Extrait de l'arrêté DDASS/OSV N° 0374/10 du 24 mars 2010 portant refus de création d'une officine de pharmacie à VELAIN-EN-HAYE	444
Service solidarité et autonomie	445
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/PH N°75 du 1 ^{er} mars 2010 refusant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée de 36 places par le Carrefour d'Accompagnement Public Social à NOMENY	445
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/PH N°76 du 1 ^{er} mars 2010 refusant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée de 14 places par le Carrefour d'Accompagnement Public Social à FOUG	445
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/PH N°77 du 1 ^{er} mars 2010 refusant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée de 16 places pour personnes traumatisées de la vie par le Carrefour d'Accompagnement Public Social à NANCY	445
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/PH N°79 du 1 ^{er} mars 2010 refusant l'extension de 15 places de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail géré par la Ferme de la Faisanderie à BAINVILLE SUR MADON	446
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/PH N°80 du 1 ^{er} mars 2010 refusant la création d'un Service d'Accompagnement Familial et d'Education Précoce (SAFEP), de Soutien à l'Education Familiale et à l'Intégration Scolaire (SSEFIS) de 25 places par l'Union Régionale des Associations de Parents d'Enfants Déficitaires Auditifs (URAPEDA) Lorraine Alsace	446
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°359 - DISAS/DIRECTION PA/PH N°056 du 16 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Saint Joseph » de NANCY, géré par l'association « Maisons de retraite des Sœurs de la Doctrine Chrétienne »	446
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°360 - DIRSOL/DIRECTION PA/PH N°057 du 16 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Sainte Thérèse » de LUDRES	447
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°361 - DIRSOL/DIRECTION PA/PH N°058 du 16 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Le Haut du Bois » de JARVILLE	448
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°362 - DISAS/DIRECTION PA/PH N°059 du 16 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) de ROSIERES-AUX-SALINES	448
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°363 - DISAS/DIRECTION PA/PH N°060 du 16 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « La Sainte Famille » de VANDOEUVRE-LES-NANCY	449
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°366 - DISAS/DIRECTION PA/PH N°063 du 16 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Les Sablons » de PULNOY	450
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°367 - DISAS/DIRECTION PA/PH N°064 du 16 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes de jour « Germaine Marchal » géré par l'Office d'Hygiène Sociale (OHS)	451
TRESORERIE GENERALE	451
Procuration sous seing privé du 16 décembre 2009 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents	451
Procuration sous seing privé du 16 décembre 2009 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents	451
Procuration sous seing privé du 16 décembre 2009 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents	452
Procuration sous seing privé du 7 janvier 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature	452
Procuration sous seing privé du 1 ^{er} février 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature	453
AUTRES SERVICES	453
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	453
Direction générale	453
Extrait de la décision du 19 mars 2010 concernant la facturation des actes hors nomenclatures de biologie ou d'anatomie et cytologie pathologiques réalisés pour le compte d'établissements extérieurs	453
AVIS ET COMMUNICATIONS	453
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	453
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES	453
Service aménagement durable, urbanisme, risques	453
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 663 du 15 mars 2010 autorisant la Société ALTESIO à exécuter des travaux sur la commune de MARBACHE	453
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 24701 du 15 mars 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de CHAUDENEY-SUR-MOSELLE	453
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 31537 du 15 mars 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur les communes de VALLEROY, MOINEVILLE et AUBOUÉ	453
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 36046 du 15 mars 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de LAY-SAINT-REMY	453
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 37262 du 23 mars 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de SEXEY-LES-BOIS	453
AUTRES SERVICES	454
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY	454
Direction des ressources humaines	454
Avis du 11 mars 2010 de concours sur titres d'ouvriers professionnels qualifié au Centre Psychothérapique de Nancy	454
Avis du 11 mars 2010 de concours interne sur épreuves pour le recrutement d'un agent de maîtrise au Centre Psychothérapique de Nancy Laxou	454
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	454
Avis du 18 mars 2010 de concours sur titres d'ouvrier professionnel qualifié	454

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

Extrait de l'arrêté SGAR n°2010-84 en date du 12 mars 2010 portant nouvelle composition du Conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la zone de défense Est,
Préfet de la Moselle,

ARRETE

Article 1er : A compter de la date de signature du présent arrêté, la composition du conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe-et-Moselle est fixée comme suit :

- En tant que représentants des assurés sociaux :

- sur désignation de la Confédération Générale du Travail (CGT)

Titulaires :	Suppléants :
- Monsieur Thierry BELLIVIER	- Madame Laurette TINTURIER
- Monsieur Sylvio CICCOTELLI	- Monsieur Laurent LECAILLON

- sur désignation de la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)

Titulaires :	Suppléants :
- Monsieur Jean-Paul MARTIN	- Monsieur Gérard DOLVECK
- Madame Emilie WIRTZ	- Monsieur Hubert ATTENONT

- sur désignation de la Confédération Générale du Travail – Force Ouvrière (CGT-FO)

Titulaires :	Suppléants :
- Monsieur Patrick FEUILLATRE	- Monsieur Patrice ZAGAR
- Monsieur Raymond GEORGES	- Madame Francine PORTAILLER

- sur désignation de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)

Titulaire :	Suppléant :
- Madame Caroline TYKOCZINSKY	- Monsieur Louis MACHADO

- sur désignation de la Confédération Française de l'Encadrement (CFE-CGC)

Titulaire :	Suppléant :
- Madame Nathalie CLASQUIN	- Monsieur Benoît BELLUSSI

- En tant que représentants des employeurs :

- sur désignation du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF)

Titulaires :	
- Monsieur Jean-Marie BELLOCCHIO	- Madame Fanny FELLER-NORIS
- Monsieur Gérard LEOUTRE	- Monsieur Philippe PERRIN
- Madame Marie-Odile PELTIER	- Madame Marie-France RENAUDIN
- Madame Stéphanie RECEVEUR	- Madame Lina SCHNEIDER

- sur désignation de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)

Titulaires :	Suppléants :
- Monsieur Stéphane HEIT	- Monsieur Etienne MALHER
- Monsieur Dominique VOINSON	- Monsieur Jean BOONEN

- sur désignation de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)

Titulaires :	Suppléants :
- Monsieur Pascal PINELLI	- Monsieur Jean-Pierre JACQUOT
- Monsieur Claudius HAMARD	- Monsieur Francis CHRETIEN

- En tant que représentants de la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF)

Titulaires :	Suppléants :
- Monsieur Laurent MASSON	- Monsieur Francis COLNOT
- Monsieur Pierre Alain MERANGER	

- En tant que représentants des institutions intervenant dans le domaine de l'assurance maladie

- sur désignation de l'Association des Accidentés de la Vie (FNATH)

Titulaire :	Suppléant :
- Madame Michèle BETIS	- Madame Josiane BOSSERR

- sur désignation de l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF)

Titulaire :	Suppléant :
- Monsieur Yves DUPRE	- Monsieur Patrick FAILLON

- sur désignation du Collectif Inter- associatif Sur la Santé (CISS)

Titulaire :	Suppléant :
- Monsieur PERRIN Jean	- Monsieur Rémi HUREL

- En tant que personne qualifiée sur désignation du préfet de Région :

- Madame Marie-Noëlle FRAGNIERE

Article 2 : Le mandat des membres du conseil de la caisse primaire d'assurance maladie de Meurthe-et-Moselle prendra fin le 1^{er} janvier 2015

Article 3 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté SGAR n° 603 du 1er janvier 2010 portant nomination des membres du Conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Madame le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales est chargée, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de département.

Metz, le 12 mars 2010

Le préfet de la région Lorraine
Bernard NIQUET

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET

Service interministériel de défense et de la protection civile

Procès-verbal n°02/2010 du 16 mars 2010 : résultats de l'examen de secourisme – Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique

20 candidats ont été reçus :

ABDEDDAÏM	MALIK	01/05/1990	SAINT DIE DES VOSGES
AVRIL	GHISLAINE	19/03/1990	LANEUVILLE dt NANCY
BONTEMPS	LUCAS	27/12/1990	NANCY
BRISSE	PAULINE	22/01/1990	NEUFCHATEAU
CAILLOUX	MANON	31/07/1989	VANDOEUVRE les NANCY
DEFERT	BAPTISTE	21/09/1991	PLANCY L'ABBAYE
FOLSCHWEILLER	THOMAS	14/02/1991	GUESSLING-HEMERING
GERMAIN	HUGO	01/12/1991	CHENIMENIL
HANSSLER	FLORIAN	07/04/1991	CHAMPIGNEULLES
KOFFLER	LOUISE	11/10/1991	LINGOLSHEIM
KRAEMER	MARTIN	12/11/1991	VANDOEUVRE les NANCY
KUENY	MARIE-LAËTITIA	13/07/1984	EPINAL
LEFRANC	CELIO	27/12/1989	NANCY
LEMELLE	JEAN-FRANCOIS	19/09/1990	VANDOEUVRE les NANCY
MAGOT	FRANCK	18/02/1991	VANDOEUVRE les NANCY
PAGNEUX	JULIEN	11/12/1987	VERDUN
PINNA	ROMAIN	13/04/1989	LIVERDUN
RAMOELINTSALAMA	LEA	30/01/1991	NANCY
SANTULLI	MAGALI	21/10/1991	BRUYERES
SOSOLIC	NIELS	14/04/1989	NANCY

MISSION ECONOMIQUE

Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 19 mars 2010

Réunie le 16 mars 2010, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle, a autorisé l'EURL GALAXIE PECHE, en qualité d'exploitant, à créer un magasin d'articles de pêche de 277 m² de surface de vente et une cellule de vente non affectée de moins de 300 m² à FROUARD- ZAC du saule Gaillard-

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de FROUARD.

Le permis de construire ne peut pas être délivré avant l'expiration du délai de recours qui est d'un mois ou, en cas de recours, avant la décision en appel de la commission nationale d'aménagement commercial.

Nancy, le 19 mars 2010

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général
François MALHANCHE

Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 19 mars 2010

Réunie le 16 mars 2010, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle, a autorisé la SA AUCHAN et la SAS IMMOCHAN, en qualité de propriétaire et d'exploitant de l'hypermarché et de propriétaire de la galerie marchande, à procéder à l'extension d'un hypermarché à l'enseigne AUCHAN portant la surface de vente totale à 14 800 m² et à l'extension de la galerie marchande portant la surface de vente totale à 10 823 m², à MONT-SAINT-MARTIN.

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de MONT-SAINT-MARTIN

Le permis de construire ne peut être accordé avant l'expiration du délai de recours qui est d'un mois ou, en cas de recours, avant la décision en appel de la commission nationale d'aménagement commercial.

Nancy, le 19 mars 2010

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général
François MALHANCHE

Extrait de décision de la commission nationale d'aménagement commercial du 26 mars 2010

Réunie le 18 février 2010, la commission nationale d'aménagement commercial, a accordé l'autorisation sollicitée conjointement par la SARL VILDIS, en qualité de future propriétaire de l'hypermarché et de la galerie marchande, et la SARL CANTEBONNE en qualité de promoteur des moyennes et grandes surfaces spécialisées, de créer d'un ensemble commercial, à VILLERUPT, de 11 700 m² de vente comprenant:

- un hypermarché à l'enseigne E.LECLERC de 4000 m² et une galerie marchande de 500 m²

- un magasin de bricolage de 5200 m²

- un magasin d'équipement de la personne de 1000 m²

- un magasin d'équipement de la maison de 1000 m².

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de VILLERUPT.

Nancy, le 26 mars 2010

Pour le préfet et par délégation
La sous-préfète chargée de mission
Juliette TRIGNAT

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales

Extrait de l'arrêté du 12 mars 2010 autorisant la nomination de régisseurs d'État auprès de la police municipale de la communauté de communes du bassin de POMPEY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nécessité de préciser dans un tel document la qualité des autres policiers municipaux ;

AR R E T E

Article 1^{er} : Les dispositions du présent arrêté abrogent et se substituent à celles de l'arrêté préfectoral en date du 23 janvier 2007 précité.

Article 2 : M. Eddy LASCAUX-PERILLEUX, brigadier, est nommé en qualité de régisseur titulaire de la régie d'État de police municipale de la communauté de communes du bassin de Pompey pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de police municipale de la circulation, ce en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route.

Article 3 : M. Eddy LASCAUX-PERILLEUX est dispensé de cautionnement. Il percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 110 €.

Article 4 : Mlle Corinne POLEWCZYK, gardien, est nommée régisseur suppléant.

Article 5 : Les autres policiers municipaux de la communauté de communes du bassin de Pompey sont désignés mandataires.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le président de la communauté de communes du bassin de Pompey et le chef des services du trésor public, gérant intérimaire de la trésorerie générale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 12 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 12 mars 2010 autorisant la nomination de régisseurs d'État auprès de la police municipale de LAXOU

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nécessité de préciser cette obligation de cautionnement dans l'arrêté de nomination de l'intéressé ;

AR R E T E

Article 1^{er} : Les dispositions du présent arrêté abrogent et se substituent à celles de l'arrêté préfectoral en date du 22 mai 2008.

Article 2 : M. Stéphane HERVEUX, brigadier, est nommé en qualité de régisseur titulaire de la régie d'État de police municipale de Laxou pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de police municipale de la circulation, ce en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route.

Article 3 : M. Stéphane HERVEUX est assujéti à un cautionnement de 300 € obligatoire auprès de l'Agence Française de Cautionnement Mutuel et percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 110 €.

Article 4 : M Wahid ROURE, gardien, est nommé régisseur suppléant.

Article 5 : Les autres policiers municipaux de la commune de Laxou sont désignés mandataires.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Laxou et le chef des services du trésor public, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 12 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 12 mars 2010 autorisant la nomination de régisseurs d'État auprès de la police municipale de LONGWY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nécessité de préciser cette obligation de cautionnement dans l'arrêté de nomination de l'intéressé ;

AR R E T E

Article 1^{er} : Les dispositions du présent arrêté abrogent et se substituent à celles de l'arrêté préfectoral en date du 18 juin 2003.

Article 2 : M. William MARCHAL, brigadier chef de police municipale, est nommé en qualité de régisseur titulaire de la régie d'État de police municipale de Longwy pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de police municipale de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route.

Article 3 : M. William MARCHAL est assujéti à un cautionnement de 300 € obligatoire auprès de l'Agence Française de Cautionnement Mutuel et percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 110 €.

Article 4 : M André ZGOBA, agent d'animation, est nommé régisseur suppléant.

Article 5 : Les autres policiers municipaux de la commune de Longwy sont désignés mandataires.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de l'arrondissement de Briey, le maire de Longwy et le Chef des services du trésor public, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 12 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

*Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités***Extrait de l'arrêté du 18 mars 2010 autorisant le transfert de l'adresse du siège social du syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) de XIROCOURT en mairie de XIROCOURT**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que la totalité des communes membres s'est prononcée favorablement sur cette modification statutaire avant le terme du délai de consultation ;

AR R E T E

Article 1^{er} : L'article 4 des statuts du syndicat intercommunal à vocation multiple de Xirocourt est modifié comme suit :

"Le syndicat a son siège social à la mairie de Xirocourt".

Le reste sans changement.

Article 2 : Les statuts modifiés resteront annexés au présent arrêté.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la présidente du SIVOM de Xirocourt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de chacune des communes membres, à l'inspecteur d'académie de Meurthe-et-Moselle et trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Les statuts annexes sont consultables en préfecture à la Direction de l'action locale, Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

Extrait de l'arrêté du 30 mars 2010 autorisant la dissolution du syndicat intercommunal pour le dépôt de matériaux d'HOUDREVILLE et fixant les conditions de liquidation de l'établissement

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que la totalité des communes membres du syndicat a délibéré favorablement sur la dissolution et sur les conditions de liquidation à savoir :

- Hammeville en date du 5 mars 2010,
- Houdreville en date du 12 janvier 2010,
- Vézelize en date du 18 mars 2010,

ARRETE

Article 1^{er} : Le syndicat intercommunal pour le dépôt de matériaux d'Houdreville est dissous.

Article 2 : Les terrains et les aménagements réalisés sont cédés à la commune d'Houdreville pour l'euro symbolique. En contre partie la commune d'Houdreville prend en charge tous les frais relatifs à la cession et les éventuels coûts liés à l'arrêt de l'exploitation du site.

Le solde de trésorerie est réparti entre les communes adhérentes en fonction du nombre d'habitants.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat intercommunal pour le dépôt de matériaux d'Houdreville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes membres du syndicat et au gérant intérimaire de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 30 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation
La sous-préfète chargée de mission
Juliette TRIGNAT

Bureau des procédures environnementales

Extrait de l'arrêté préfectoral N°54-2009-00098 du 16 mars 2010 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant l'implantation de la gare d'interconnexion TGV/TER sur la commune de VANDIERES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire n'a pas émis d'observation dans le délai qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

CONSIDERANT que le concours d'architecture n'est pas encore réalisé à ce stade et que celui-ci conduira à préciser les choix techniques, notamment pour les ouvrages ayant un impact sur la ressource en eau ;

ARRETE

Titre 1 : objet de l'autorisation

Article 1 : objet de l'autorisation

Le pétitionnaire, Monsieur le Président du Conseil Régional de Lorraine est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : Gare d'interconnexion TGV/TER sur la commune de VANDIERES.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Déclaration
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau: 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Autorisation
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m ² (A) 2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m ² et inférieure à 10 000 m ² (D) Au sens de la présente rubrique, le lit majeur du cours d'eau est la zone naturellement inondable par la plus forte crue connue ou par la crue centennale si celle-ci est supérieure. La surface soustraite est la surface soustraite à l'expansion des crues du fait de l'existence de l'installation ou ouvrage, y compris la surface occupée par l'installation, l'ouvrage, la digue ou le remblai dans le lit majeur.	Autorisation
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	Déclaration

Article 2 : caractéristiques des ouvrages

Les installations, ouvrages, travaux, activités comprennent :

- la mise en place des deux voies d'arrêt des TGV et la création de quais au niveau du viaduc existant franchissant la Moselle ;
- la création de quais TER ;
- la création du bâtiment voyageurs et des locaux d'exploitation ;
- l'aménagement, le remblai et l'aménagement des surfaces concernées (voies, parcs de stationnement...).

Deux maîtres d'ouvrages interviennent dans la réalisation de ces travaux : la Région Lorraine pour la partie bâtiment voyageurs, les parkings, l'aménagement du rond point sur la RD952 et la piste cyclable et Réseau Ferré de France (RFF) pour la partie infrastructures ferroviaires.

Le Conseil Régional est mandataire pour la partie relative à RFF.

Les projets n'étant pas finalisés à ce stade, les caractéristiques et modes de fonctionnement des ouvrages hydrauliques et des ouvrages ayant un effet sur l'écoulement des eaux ou l'expansion des crues, en phase travaux comme en phase définitive, extension du parking y compris, devront être justifiés et soumis à validation du service police de l'eau avant tout début d'exécution des travaux de réalisation.

L'ensemble du bâtiment voyageurs :

Ce bâtiment s'articule en 3 niveaux :

- au niveau bas : les locaux d'exploitation de la gare, les parkings et les voies et quais TER. Ce niveau sera mis hors d'eau par remblai au-delà de la cote de crue (177,47 NGF) ;

- au niveau intermédiaire : le bâtiment voyageurs sur environ 600 m² comprenant l'accueil, la vente de billets..., ainsi que quelques services annexes tels que librairie, cafétéria... ;
- au troisième niveau : les voies et les quais TGV. Ce niveau nécessite donc la création de deux voies supplémentaires et les quais sur le viaduc existant qui franchit la RD 952, la ligne Metz-Nancy et le canal. Ce viaduc sera donc élargi au moyen de nouvelles piles dans le prolongement des piles existantes et dans l'emprise de la zone remblayée pour la mise en place des bâtiments et du parking.

Les eaux usées ne seront pas traitées sur place, mais seront acheminées et traitées à la station d'épuration de Pagny-sur-Moselle.

Les eaux pluviales de toiture seront stockées en vue d'être réutilisées, notamment pour l'arrosage.

Le parc de stationnement se construira en deux phases :

- la phase initiale correspond à un parking de 600 places soit une surface de 17 215 m² ;
- la phase d'extension est envisagée si la capacité de stationnement de la phase initiale s'avère insuffisante. L'emprise de l'extension est de 28 000 m² et se situe dans le prolongement de l'emprise initiale, entre la RD 952 et la voie ferrée.

Le parc de stationnement sera partiellement réalisé sur remblais (cote 177,47 NGF), l'extension restant inondable.

Les eaux de ruissellement issues du parking seront dirigées vers deux bassins de rétention (projet soumis à concours) avec un rejet au final dans la Marnée en dehors du périmètre de protection du captage. Le débit global de fuite vers la Marnée sera limité à 10 l/s.

Le carrefour giratoire.

L'accès à la gare s'organisera à partir d'un carrefour giratoire à créer sur la RD 952.

Ce carrefour giratoire aura les caractéristiques suivantes :

- 15 mètres de rayon d'entrée ;
- une voie entrante de 4 mètres environ ;
- un rayon de sortie de 20 mètres environ ;
- une voie sortante de 4 mètres de large environ.

La piste cyclable

La piste cyclable sera séparée de la RD 952 par un accotement en stabilisé de 30 cm environ de large, puis par une bande enherbée.

Titre 2 : prescriptions

Article 3 : mesures correctives et compensatoires

Les mesures compensatoires devront faire l'objet d'un récolement qui sera adressé au service de police de l'eau dans les mêmes conditions que les récolements indiqués à l'article 4 du présent arrêté.

3.1 compensation des remblais en zone inondable de la Moselle et de la Marnée

Afin de mettre hors d'eau la gare de voyageurs et les parkings, le remblai à mettre en place a été estimé à 19 000 m³.

Cependant, le maître d'ouvrage a pris pour décision de limiter les remblais et de conserver l'inondabilité d'une partie du parking le plus éloigné de la gare en réalisant une gestion différenciée du stationnement en période normale et en période de crue.

De ce fait, les volumes soustraits au champ d'expansion de crue de la Moselle sont inférieurs à 15 000 m³.

Ils sont donc entièrement compensés par les volumes disponibles sur le Grand Bleu (mesure compensatoire installée lors de la réalisation de la ligne LGV). Cette compensation soldera les volumes créés par le Grand Bleu.

Le volume réel des remblais devra faire l'objet d'une compensation volumétrique stricte, m³ pour m³. Ce volume devra être précisé lors du récolement des travaux.

3.2 mesures correctrices sur les écoulements de la Marnée

Compte tenu des faibles dimensions du bassin versant de la Marnée, les mesures compensatoires retenues consistent à améliorer l'évacuation des crues en aval (vers la Moselle).

Pour l'amélioration des écoulements, les travaux prévus sont, sous réserve de la validation par le service police de l'eau des caractéristiques et modes de fonctionnement des ouvrages dans les conditions précisées à l'article 2 :

Création de nouveaux ouvrages hydrauliques :

Passage sous la voie ferrée : 2 diamètres 1 000 mm environ ;

Siphon sous le canal : diamètre 2 200 mm environ ;

Création d'un fossé en aval du nouveau siphon jusqu'à la Marnée (2 mètres de largeur environ au fond et talus 1/1).

Remplacement d'ouvrages hydrauliques existants :

OH 0 sous la RD 952 par un cadre 2 * 1 mètre environ ;

OH 1 sous le chemin longeant le ruisseau de la Marnée par une buse de diamètre 1 000 mm environ ;

OH 5 sous la RD 952 par un cadre 1.5 * 0.6 mètre environ ;

OH 6 sous le chemin longeant l'emprise initiale de la gare par un cadre 1.50 * 0.8 mètre environ.

Recalibrage et approfondissement du ruisseau de la Marnée :

Elargissement du lit de la Marnée en amont de la RD 952 (2 mètres de largeur au fond environ , 1 mètre de profondeur environ , talus 1/1) ;

Elargissement du fossé en aval de l'OH 0 entre la RD952 et les voies ferrées existantes (2 mètres de largeur au fond environ , talus 1/1) ;

Elargissement du fossé latéral à la voie ferrées en rive sud de la Marnée (2 mètres de largeur au fond environ , 1 mètre de profondeur environ , talus 1/1) ;

Elargissement du fossé latéral à la voie ferrées en rive nord de la Marnée (2 mètres de largeur au fond environ , talus 1/1 sauf le talus SNCF conservé en l'état) ;

Elargissement du lit de la Marnée en aval du canal jusqu'à la Moselle (4 mètres de largeur au fond environ) .

Article 4 : prescriptions spécifiques

Le projet n'étant pas finalisé, il appartient au Conseil Régional de définir son projet dans le cadre des prescriptions spécifiques indiquées ci-dessous et qui ont été dictées par les contraintes liées au site.

Article 4.1 : études complémentaires à réaliser

Avant le lancement du concours permettant de finaliser le projet, des études complémentaires devront être réalisées par le Conseil Régional selon des modalités validées par le service en charge de la police de l'eau.

Le résultat de ces études pourra, le cas échéant, aboutir à de nouvelles prescriptions qui feront l'objet d'un arrêté complémentaire.

Ces études devront permettre de répondre à un objectif double :

- ne pas aggraver la situation existante vis-à-vis de l'inondabilité du site,
- assurer la sécurité des biens et des personnes en fonction du niveau de risque acceptable.

L'atteinte de ces objectifs est conditionnée par, d'une part, les caractéristiques techniques retenues pour les ouvrages, et d'autre part, le dispositif d'exploitation et d'alerte mis en place pour tous les équipements et installations, extension du parking y compris.

Une étude sur l'augmentation de la transparence hydraulique de la dérivation navigable potentiellement générée par les nouveaux aménagements apparaît comme un préalable indispensable. Elle devra prendre en compte à la fois les crues de la Moselle, de la Marnée et leur concomitance.

Article 4.2 : prescriptions spécifiques concernant certains travaux

4.2.1. Travaux sur le domaine public fluvial

Une fois le projet finalisé et avant sa réalisation, un géomètre expert sera mandaté par le Conseil Régional pour définir le parcellaire concerné et la superposition avec le domaine public fluvial (DPF).

De manière générale, pour tous les travaux situés sur le DPF, les modalités d'exécution des travaux devront être précisées (siphon, quai TER, élargissement du pont ferré sur la dérivation navigable).

Une coordination avec le gestionnaire Voies Navigables de France (VNF) est à établir au préalable, tant sur le plan technique qu'administratif.

Toutes les conséquences de l'occupation du domaine public fluvial (sécurisation, impacts environnementaux et techniques) devront être prises en compte et le cas échéant faire l'objet de mesures compensatoires.

Ces travaux nécessiteront une convention avec VNF relative à l'occupation du DPF, la réalisation des travaux et l'entretien des ouvrages.

Plus particulièrement en ce qui concerne le siphon de la Marnée sous la dérivation navigable :

Le pétitionnaire devra apporter une attention particulière au dimensionnement et à la réalisation du nouveau siphon. La solution du forage dirigé est à privilégier. Les caractéristiques techniques respectant les règles de l'art (charge hydraulique...) et les éventuels impacts sur la voie d'eau devront faire l'objet d'une validation expresse par VNF.

D'un point de vue juridique, ce nouveau passage sous la Moselle sera propriété de la Région et devra être régularisé par le biais d'une convention spécifique VNF.

Cette convention d'occupation :

- autorisera les travaux en conformité avec la navigation sur la Moselle et les exigences de gestion du domaine public fluvial tant pendant la phase chantier que de manière pérenne ;
- précisera les charges d'entretien et d'exploitation du nouveau siphon, y compris si celui-ci vient perturber les écoulements du domaine public fluvial (fossé existant...) ;
- définira le partage de l'entretien du siphon actuel puisqu'il concourt également à l'écoulement des eaux de la gare.

4.2.2. les aménagements de la Marnée hors du DPF

Remplacement des ouvrages sous la RD 952 et les travaux sur l'emprise départementale

Une étude détaillée des travaux à faire devra être réalisée et validée au préalable par le Conseil Général. Avant le remplacement des ouvrages sous la RD 952, une permission de voirie devra être demandée au Conseil Général.

Entretien de la Marnée en aval du canal jusqu'à la Moselle

Le projet prévoit l'élargissement de la Marnée à l'aval du siphon sous la dérivation navigable jusqu'à la Moselle.

Pendant et après travaux, il conviendra de s'assurer du bon entretien de la Marnée pour que les écoulements se fassent correctement jusqu'à la Moselle. Il appartiendra à la Région, soit de prendre la propriété de l'exutoire par le biais de l'achat de l'emprise des terrains, soit de s'assurer de l'autorisation des propriétaires pour intervenir.

4.2.3. la gestion des eaux pluviales

Concernant les chaussées

Le profil de la piste cyclable et du carrefour giratoire, ainsi que la collecte des eaux pluviales issues des parkings et chaussées, devront être conçus de manière à éviter toute stagnation.

Les fossés de collecte des eaux de ruissellement situés dans le périmètre de protection éloignée seront imperméabilisés.

En cas d'infiltration d'une partie des eaux de l'extension du parking, ces eaux devront au préalable subir un traitement assurant leur dépollution.

Bassin de rétention

Les bassins de rétention devront être éloignés des voies ferrées TER afin d'éviter tout désordre lors de leur réalisation et de leur fonctionnement (l'accord du gestionnaire des voies sera requis).

Ces bassins de rétention devront être étanches ; en conséquence, leur conception devra tenir compte de la présence de la nappe alluviale. Les préconisations lors de la phase de travaux devront répondre aux mêmes exigences que celles décrites dans l'article 4.3.

Afin d'optimiser l'effet de décantation, ces bassins présenteront une entrée et une sortie de part et d'autre de la plus grande longueur du bassin. Ils seront aménagés de telle sorte à permettre un entretien facile (accès autour du bassin et rampe d'accès).

Ces bassins devront être sécurisés par rapport aux riverains et usagers (faible hauteur d'eau en état plein, système anti-intrusion).

L'organe de limitation de débit en sortie de bassin devra être un organe fixe disjoint de la vanne.

Le débit de fuite du bassin de rétention sera limité à 10 l/s. En cas d'extension du parking et donc création du second bassin, le débit reçu par le milieu récepteur restera au global de 10 l/s, conformément aux calculs présentés.

Les rejets des bassins devront se faire en dehors des périmètres de protection des captages d'eau potable conformément à ce qui a été indiqué.

Comme indiqué dans le document, en cas de pluie supérieure à une pluie décennale, le surplus des eaux de toitures sera dirigé vers le bassin de rétention ; la surverse du 1^{er} bassin se fera dans un fossé aboutissant à la Marnée et la surverse du second bassin se fera dans la Marnée.

Ces ouvrages seront régulièrement entretenus et les boues extraites des bassins de rétention seront analysées pour les éléments suivants :

- métaux (Pb, Zn, Cd) ;
- les hydrocarbures (indices global reprenant les principaux polluants représentatifs de la pollution routière) ;
- la demande chimique en oxygène ;
- les matières en suspensions.

Avant tout début d'exécution, le projet devra être soumis à l'avis du service en charge de la police de l'eau.

Réutilisation des eaux de pluie

Elle devra prendre respecter strictement les préconisations de l'arrêté du 21 août 2008.

4.3. préconisations spécifiques lors de la période de travaux

Le projet se situe dans le périmètre de protection éloignée du puits de la route de Pagny-sur-Moselle alimentant en eau la commune de Vandières.

Tous les travaux sur la zone devront être compatibles avec la préservation de la qualité des eaux souterraines et devront répondre aux préconisations de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 1999 déclarant d'utilité publique ces périmètres de protection.

De même, la mise en place de la canalisation transportant les eaux usées de la gare vers la station de Pagny-sur-Moselle devra respecter ces prescriptions.

La mise en place des fondations des nouvelles piles du viaduc, portant les quais des voies TGV, devra répondre aux préconisations suivantes :

- les bétons utilisés dans la confection des fondations d'ouvrages d'art ne comporteront pas d'adjuvants polluants ;
- les purges des couches pédologiques supérieures seront limitées et respecteront le maintien d'une couche minimale de 50 cm de limons sur les alluvions ;
- les pieux de soutènement seront réalisés sous tubage de protection à l'avancement, sans emploi de boues bentoniques ou autres. Le béton des pieux sera coulé concomitamment à la remontée du tube de protection. Les eaux refoulées hors du tubage lors de la coulée du béton seront récupérées et évacuées au fur et à mesure ;
- une épaisseur de 50 cm de limon sera conservée sur les alluvions lors de la réalisation des semelles de répartition. Celles-ci, coiffant les pieux, seront coulées en béton dans la couche limoneuse surmontant les alluvions sablo-graveleuses ;
- les fouilles ne resteront ouvertes que le minimum de temps nécessaire à la réalisation de l'ouvrage pour lequel elles auront été réalisées. Elles ne devront pas constituer un point de drainage des eaux de ruissellement des terrains alentours.

Le phasage des travaux et la période d'intervention sur la Marnée et les fossés se feront en dehors des périodes de reproduction des batraciens et hors période potentielle de crue.

Le travail se fera de l'amont vers l'aval afin de réduire le risque de colmatage par la remise en suspension des sédiments.

La renaturation du cours d'eau sera faite immédiatement après la réalisation des travaux.

Des zones humides temporaires seront créées comme refuge aux animaux durant les travaux sur les fossés et cours d'eau.

D'un point de vue général, et durant toute la phase de travaux, les aires de garage des engins et de stockage des matériaux devront être éloignées des cours d'eau afin que le libre écoulement soit assuré et qu'il n'y ait pas de pollution en cas de crue. Une procédure de surveillance météorologique et hydrométrique, avec des moyens proportionnés au niveau d'alerte, devra être présentée au service police de l'eau avant exécution des travaux.

Durant toute la période de travaux, un réseau de collecte des eaux pluviales sera mis en place en périphérie de la zone des travaux. Celui-ci permettra la décantation des éventuelles pollutions par les matières en suspension.

Les travaux de terrassement seront réalisés en dehors des périodes présentant des probabilités élevées de précipitations fortes et en dehors des périodes d'hivernage ou de reproduction des batraciens.

Le planning des travaux devra être transmis au service police de l'eau au moins 15 j avant le démarrage du chantier.

4.4. entretien des ouvrages

Les espaces verts et accotements seront entretenus par des moyens mécaniques.

Les responsables ainsi que les modalités d'entretien des ouvrages réalisés dans le cadre du présent projet devront être définis avant démarrage des travaux.

4.5. récolement des travaux

Toutes les installations, ouvrages, activités ou travaux qui auront été réalisés et/ou cités dans cet arrêté préfectoral feront l'objet d'un récolement par le maître d'ouvrage.

Le Conseil Régional transmettra ce récolement au service en charge de la police de l'eau au plus tard 6 (six) mois après la mise en service de la gare.

Titre 3 : dispositions générales

Article 5 : conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 6 : caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 7 : déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 8 : remise en état des lieux

Si le pétitionnaire décide de mettre fin à l'exploitation des installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Article 9 : accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 10 : droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 11 : autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 12 : publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information au conseil municipal de la commune de Vandières.

Un extrait de la présente autorisation énumérant, notamment, les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans la mairie de Vandières pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'à la mairie de la commune de Vandières.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 13 : voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai de quatre ans suivant sa notification dans les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 14 : exécution

- le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,
- le maire de la commune de Vandières,
- le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,
- le directeur du service de la navigation du nord est,
- le chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques de Meurthe-et-Moselle,
- le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera tenue à la disposition du public dans la mairie intéressée et une copie sera adressée au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, au directeur interrégional de voies navigables de France, au directeur de Réseau Ferré de France, au directeur de la Société nationale des chemins de fer français.

Nancy, le 16 mars 2010

Le Préfet,
Dominique BELLION

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
Bureau des réglementations

Extrait de l'arrêté du 2 mars 2010 portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à BLAMONT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation susvisée du 3 juillet 2000 est renouvelée pour l'installation de 26 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le n° **54.00.0033**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Daniel BATTU, président directeur général,
- M. Francis RODRIGUES, responsable du magasin.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée :

- à M. Daniel BATTU, président directeur général,
- au maire de BLAMONT,
- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle,
- au sous-préfet de Lunéville.

Nancy, le 2 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des réglementations,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté modificatif du 2 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La banque CIC EST, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 6 caméras, à l'agence CIC EST située au 36 place des Vosges à NANCY (54000) en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.00.0039**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Le personnel du service sécurité CM-CIC services
- Le service informatique habilité
- Le PC de télésurveillance
- L'installateur vidéo

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Mathieu DOUVILLE, chargé de la sécurité,
- M. le maire de LAXOU,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 2 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 mars 2010 portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à JARNY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La Communauté de Communes du Jarnisy est autorisée à installer à l'aquapôle situé au N° 16 chemin des Marcaires à JARNY (54800), un système de vidéosurveillance comportant 9 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0042**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Christian SIMONETTO, directeur de la Communauté de Communes du Jarnisy
- M. Emmanuel DELAULLE, responsable de l'aquapôle
- Mme Marianne STRADDAZON, hôtesse d'accueil
- Mme Nathalie ZAWOJOWSKI, hôtesse d'accueil

Aucune conservation des images n'est prévue.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le Président de la Communauté de Communes du Jarnisy
- M. le maire de JARNY
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- M. le Sous-Préfet de Briey

Nancy, le 2 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des réglementations,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à REHAINVILLER

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La SARL LE RELAIS DE LUNEVILLE (hôtel restaurant CAMPANILE) est autorisée à installer au N°17 rue des Vosges - RN 4 lieu dit "Chaufontaine" à REHAINVILLER (54300); un système de vidéosurveillance comportant 8 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0091**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- M. CRISTOBAL Alain , gérant
- Mme CLEMENT Laëtitia , première adjointe

La durée maximale de conservation des images est fixée à 5 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Alain CRISTOBAL, gérant
- M. le maire de REHAINVILLER
- M. le Colonel, Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- M. le sous-Préfet de Lunéville

Nancy, le 2 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des réglementations,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY-LES-NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – M. Mustafa ERDEM gérant du magasin ZIGANA est autorisé à installer au 7allée du Midi à ESSEY-les-NANCY (54270), un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0121**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Mustafa ERDEM, gérant
- Mme Bengin ERDEM, vendeuse

La durée maximale de conservation des images est fixée à **20 jours**.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Mustafa ERDEM, gérant

- M. le maire de ESSEY-les-NANCY
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 2 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 mars 2010 portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à TOMBLAINE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 mai 1997 modifié le 20 janvier 2003 autorisant la SA AUCHAN France à installer un système de vidéosurveillance avenue Eugène Potier à Tomblaine (54510), inscrit sous le n°54.97.0198,
CONSIDERANT la finalité du système ;
CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – l'autorisation susvisée du 30 mai 1997 modifiée, est renouvelée pour l'installation de 27 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le n° **54.97.0198**

Article 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 - Le personne chargée du droit d'accès aux images est M. Frédéric LABRE, responsable du service sécurité.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée :

- à M. Frédéric LABRE, responsable du service sécurité ;
- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle ;
- au maire de Tomblaine.

Nancy, le 2 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des réglementations,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté modificatif du 2 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;
CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La BNP PARIBAS-IMEX gestion immobilière, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 5 caméras, à l'agence BNP PARIBAS-IMEX, N° 22 rue des Dominicains à NANCY (54000) en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.97.0260**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- le responsable de l'agence,
- l'opérateur de la station de télésurveillance.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Cyril ROUSSEL, responsable de gestion immobilière de la BNP PARIBAS,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 2 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des réglementations,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté modificatif du 2 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à DOMBASLE-SUR-MEURTHE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;
CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La BNP PARIBAS-IMEX gestion immobilière, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 5 caméras, à l'agence BNP PARIBAS-IMEX, N° 52 rue Gabriel PERI à DOMBASLE-sur-MEURTHE (54110) en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.99.0023**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- le responsable de l'agence,
- l'opérateur de la station de télésurveillance.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Cyril ROUSSEL, responsable de gestion immobilière,
- M. le maire de DOMBASLE-sur-MEURTHE,
- M. le directeur départementale de la sécurité publique.

Nancy, le 2 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 2 mars 2010 portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LAXOU

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – l'autorisation susvisée du 17 mars 2000 modifiée, est renouvelée pour l'installation de 70 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le n° **54.99.0064**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Claude GRASS, directeur de la SA AUCHAN FRANCE,
- M. Eric TARARAN, responsable de la sécurité,
- M. Frédéric RATAUX, coordonnateur de l'équipe de sécurité,
- M. Olivier AYARI, coordonnateur de l'équipe de sécurité,
- M. Nouredine CHARRAT, coordonnateur de l'équipe de sécurité,
- M. Bernard GEISEN, agent de sécurité,
- M. Andy RAVONI, agent de sécurité,
- M. Francis PIEL, agent de sécurité,
- M. François LECLUSE, agent de sécurité,
- M. Christophe ROEMER, agent de sécurité,
- M. Christophe MOURAND, agent de sécurité,
- M. Jean MARTIN, agent de sécurité,
- M. François DEVITERNE, agent de sécurité,
- M. Olivier MANGEOT, agent de sécurité,
- M. Jules MIRANDE, agent de sécurité,
- M. Hervé MARQUE, agent de sécurité,
- M. Jean-Emile RANDRIANOMANANA, agent de sécurité,
- M. Nicolas YUNG, agent de sécurité,
- M. Medhi EL MOTTAQUI, agent de sécurité.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée :

- à M. Eric TARARAN, responsable de la sécurité,
- au maire de LAXOU,
- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des réglementations,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à AUBOUÉ

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La Banque CIC EST, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras, à l'agence CIC EST AUBOUE au n° 13 place Albert Lebrun à AUBOUE (54580) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0164**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Le personnel du Service de Sécurité CM-CIC services
- Les opérateurs du centre de Télésurveillance
- Les techniciens de l'installateur

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M Mathieu DOUVILLE, chargé de la sécurité à la CIC EST LAXOU CLB
- M. le maire d' AUBOUE
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le sous-préfet de Briey

Nancy, le 10 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à BRIEY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La Banque CIC EST, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 5 caméras, à l'agence CIC EST au n° 31 Place de la Lombardie à BRIEY (54150) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0165**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Le personnel du Service de Sécurité CM-CIC services
- Les opérateurs du centre de Télésurveillance
- Les techniciens de l'installateur

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M Mathieu DOUVILLE, chargé de sécurité à la CIC EST LAXOU CLB,
- M. le maire de BRIEY
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le sous-préfet de Briey

Nancy, le 10 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à HOMECOURT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La Banque CIC EST, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 7 caméras, à l'agence CIC EST au n° 47 Avenue de la République à HOMECOURT (54310) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0166**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Le personnel du Service de Sécurité CM-CIC services
- Les opérateurs du centre de Télésurveillance
- Les techniciens de l'installateur

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M Mathieu DOUVILLE, chargé de la sécurité à la CIC EST LAXOU CLB

- M. le maire de HOMECOURT

- M. le directeur départemental de la sécurité publique

- M. le sous-préfet de Briey

Nancy, le 10 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à JOEUF

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La Banque CIC EST, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, à l'agence CIC EST JOEUF au n° 54 rue de Franchepré à JOEUF (54240) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0168**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- CIC EST - Le personnel de sécurité CIC EST

- EURO INFORMATION – Service informatique habilité

- CRITEL – PC de TELESURVEILLANCE

- EURO INFORMATION SERVICES – installateur VIDEO

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M Mathieu DOUVILLE, chargé de la sécurité à la CIC EST LAXOU CLB,

- M. le maire de JOEUF

- M. le directeur départemental de la sécurité publique

- M. le sous-préfet de Briey

Nancy, le 10 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LONGWY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La Banque CIC EST, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 7 caméras, à l'agence CIC EST LONGWY BAS au n° 2 Avenue Margaine à LONGWY (54310) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0170**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Le personnel du Service de Sécurité CM-CIC services

- Les opérateurs du centre de Télésurveillance

- Les techniciens de l'installateur

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M Mathieu DOUVILLE, chargé de la sécurité à la CIC EST LAXOU CLB,

- M. le maire de LONGWY

- M. le directeur départementale de la sécurité publique

- M. le sous-préfet de Briey

Nancy, le 10 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à BLAINVILLE-SUR-L'EAU

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La Banque CIC EST, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, à l'agence CIC EST BLAINVILLE SUR L'EAU au n° 8 rue Pierre Semard à BLAINVILLE SUR L'EAU (54360) en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.97.0175

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Le personnel du Service de Sécurité CM-CIC services
- Les opérateurs du centre de Télésurveillance
- Les techniciens de l'installateur

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M Mathieu DOUVILLE, chargé de sécurité à la CIC EST LAXOU CLB,
- Mme le maire de BLAINVILLE SUR L'EAU
- M. le Colonel, Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- M. le sous-préfet de Lunéville

Nancy, le 10 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à BLAMONT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La Banque CIC EST, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras, à l'agence CIC EST au n°20 rue Victor Pierre à BLAMONT (54450) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0176**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Le personnel du Service de Sécurité CM-CIC services
- Les opérateurs du centre de Télésurveillance
- Les techniciens de l'installateur

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M Mathieu DOUVILLE, chargé de la sécurité à la CIC EST LAXOU CLB
- Mme le maire de BLAMONT
- M. le Colonel, Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,
- M. le sous-préfet de Lunéville.

Nancy, le 10 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La Banque CIC EST, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 5 caméras, à l'agence CIC EST Nancy Saint-Léon au n° 5 rue Saint Léon – Ilot Saint Léon à NANCY (54000) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.02.0004**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- CIC EST - Le personnel de sécurité CIC EST
- EURO INFORMATION – Service informatique habilité
- CRITEL – PC de TELESURVEILLANCE
- EURO INFORMATION SERVICES – installateur VIDEO

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M Mathieu DOUVILLE, chargé de la sécurité à la CIC EST LAXOU CLB
- M. le maire de NANCY
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 10 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La Banque CIC EST, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 7 caméras, à l'agence CIC EST MAGINOT au n° 4 place André Maginot à NANCY (54000) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.04.0071**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Le personnel du Service de Sécurité CM-CIC services
- Les opérateurs du centre de Télésurveillance
- Les techniciens de l'installateur

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M Mathieu DOUVILLE, chargé de sécurité à la CIC EST LAXOU CLB,
- M. le maire de NANCY
- M. le directeur départemental de la sécurité publique

Nancy, le 10 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à FROUARD

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La Banque CIC EST, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 5 caméras, à l'agence CIC EST au n° 2 rue du Bois à FROUARD (54390) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.05.0071**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- CIC EST - Le personnel de sécurité CIC EST
- EURO INFORMATION – Service informatique habilité
- CRITEL – PC de TELESURVEILLANCE
- EURO INFORMATION SERVICES – installateur VIDEO

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M Mathieu DOUVILLE, chargé de sécurité à la CIC EST LAXOU CLB,
 - M. le maire de FROUARD
 - M. le Colonel, Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 10 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à MONT SAINT MARTIN

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La société LIDL est autorisée à installer place du 19 mars 1962 à MONT SAINT MARTIN (54350), un système de vidéosurveillance comportant 14 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.09.0097**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M Thomas MEYER, directeur régional
- M Francis DRABIK, responsable des ventes
- M Fabrice RIZZON, responsable technique

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M Thomas MEYER, directeur régional
 - M. le maire de MONT SAINT MARTIN
 - M. le Directeur départemental de la sécurité publique
 - M. le sous-préfet de Brie
- Nancy, le 10 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY LES NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La commune est autorisée à installer un système de vidéosurveillance avenue Brigachtal et rue René Lalique à ESSEY-Les-NANCY (54270), constituant un périmètre vidéosurveillé, et comportant 3 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.09.0132**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Frédéric CODRON, agent de police municipale
- M. Laurent MAILHO, agent de police municipale

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le Maire d'ESSEY-LES- NANCY,
 - M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.
- Nancy, le 10 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à BEUVILLERS

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La Société LIDL est autorisée à installer Grand Rue à BEUVILLERS (54560), un système de vidéosurveillance comportant 15 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0023**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- M. MEYER Thomas , Directeur Régional
- M DRABIK Francis , Responsable des ventes
- M RIZZON Fabrice, Responsable technique

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Thomas MEYER, Directeur Régional
- M. le maire de BEUVILLERS
- M. le Colonel, Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-moselle
- M. le sous-préfet de Briey

Nancy, le 10 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à BRIEY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La société LIDL est autorisée à installer place Arlette Gruss à BRIEY (54150), un système de vidéosurveillance comportant 14 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0025**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- M Thomas MEYER, directeur régional
- M Francis DRABIK , responsable des ventes
- M Fabrice RIZZON, responsable technique

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M Thomas MEYER, directeur régional
- M. le maire de BRIEY
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- M. le sous-préfet de Briey

Nancy, le 10 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à DOMBASLE SUR MEURTHE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La Banque CIC EST, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, à l'agence CIC EST au n°67 rue Carnot à DOMBASLE-SUR-MEURTHE (54110) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0179**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Le personnel du Service de Sécurité CM-CIC services
- Les opérateurs du centre de Télésurveillance
- Les techniciens de l'installateur

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M Mathieu DOUVILLE, chargé de la sécurité à la CIC EST LAXOU CLB,
- M. le maire de DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 10 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY LES NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

A R R E T E

Article 1er – La Banque CIC EST, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 6 caméras, à l'agence CIC EST au n°67 Avenue Foch à ESSEY LES NANCY (54270) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0181**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Le personnel du Service de Sécurité CM-CIC services
- Les opérateurs du centre de Télésurveillance
- Les techniciens de l'installateur

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Mathieu DOUVILLE, chargé de la sécurité à la CIC EST LAXOU CLB,
- M. le maire de ESSEY LES NANCY
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 10 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

A R R E T E

Article 1er – La Banque CIC EST, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 7 caméras, à l'agence CIC EST au n°3 rue Carnot à LUNEVILLE (54300) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0184**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Le personnel du Service de Sécurité CM-CIC services
- Les opérateurs du centre de Télésurveillance
- Les techniciens de l'installateur

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M Mathieu DOUVILLE, chargé de la sécurité à la CIC EST LAXOU CLB
- M. le maire de LUNEVILLE
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le sous-préfet de LUNEVILLE

Nancy, le 10 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à BRIEY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La banque CM-CIC Services, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, à l'agence CCM située au n° 1 rue Raymond Mondon à BRIEY (54150) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0272**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Le personnel de la CCM
- La sécurité CM-CIC Services
- Le télésurveilleur
- L'installateur du système

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Martine WAGNER-MAIRE, chargé de la sécurité
- M. le maire de BRIEY
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le sous-préfet de Briey

Nancy, le 10 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à DIEULOUARD

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La banque CM-CIC Services, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 6 caméras, à l'agence CC-CICM située au n° 84 Avenue du Gal de Gaulle à DIEULOUARD (54380) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0273**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Le personnel de la CCM
- La sécurité CM-CIC Services
- Le télésurveilleur
- L'installateur du système

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Martine WAGNER-MAIRE, chargée de la sécurité,
- M. le maire de DIEULOUARD,
- M. le Colonel, Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 10 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à DOMBASLE SUR MEURTHE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La banque CM-CIC Services, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras, à l'agence CCM située au n° 61 rue Gabriel Péri à DOMBASLE-SUR-MEURTHE (54110) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0274**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Le personnel de la CCM
- La sécurité CM-CIC Services
- Le télésurveilleur
- L'installateur du système

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Martine WAGNER-MAIRE, chargé la sécurité
- M. le maire de DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- M. le directeur départemental de la sécurité publique

Nancy, le 10 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LONGLAVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er –La banque CM-CIC Services, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 5 caméras, à l'agence CM-CIC SERVICES située au N°85 rue Bagdam Politsanski à LONGLAVILLE (54810) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0280**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Le personnel de la CCM
- La sécurité CM-CIC Services
- Le télésurveilleur
- L'installateur du système

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Martine WAGNER-MAIRE, chargée de la sécurité,
- Mme le maire de LONGLAVILLE,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le sous-préfet de Briey

Nancy, le 10 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à MONT SAINT MARTIN

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er –La banque CM-CIC Services, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 7 caméras, à l'agence CCM située au n° 40 rue Jeanne d'Arc à MONT SAINT MARTIN (54350) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0287**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Le personnel de la CCM
- La sécurité CM-CIC Services
- Le télésurveilleur
- L'installateur du système

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Martine WAGNER-MAIRE, chargé de la sécurité
- M. le maire de MONT SAINT MARTIN
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le sous-préfet de Briey

Nancy, le 10 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La Banque CIC EST, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, à l'agence CIC EST LAXOU MEDREVILLE au n° 78 rue de Laxou à NANCY (54000) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0420**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- CIC EST services Sécurité Réseaux - Personnel de sécurité CM-CIC services
- EURO INFORMATION – Service informatique habilité
- CRITEL – PC de Télésurveillance
- EURO INFORMATION SERVICES – installateur VIDEO

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M Mathieu DOUVILLE, chargé de la sécurité à la CIC EST LAXOU CLB
- M. le maire de NANCY
- M. le directeur départemental de la sécurité publique

Nancy, le 10 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté modificatif du 10 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VEZELISE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La Banque CIC EST, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras, à l'agence CIC EST au n° 18 place de l'Hôtel de Ville à VEZELISE (54330) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0197**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- CIC EST - Le personnel de sécurité CIC EST
- EURO INFORMATION – Service informatique habilité
- CRITEL – PC de TELESURVEILLANCE
- EURO INFORMATION SERVICES – installateur VIDEO

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la république.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Mathieu DOUVILLE, chargé de la sécurité à la CIC EST LAXOU CLB,
- M. le maire de VEZELISE
- M. le Colonel, Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 10 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à HEILLECOURT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – L'Etablissement Charles MEON est autorisé à installer ZI Heillecourt Est – 24 allée des grands paquis à HEILLECOURT (54180) un système de vidéosurveillance comportant 7 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.09.130

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Mme Agnès WILLAUME, présidente du directoire

- M. Didier WILLAUME, membre du directoire

La durée maximale de conservation des images est fixée à 18 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Agnès WILLAUME, présidente du directoire

- M. le maire de HEILLECOURT

- M. le Directeur départemental de la sécurité publique

Nancy, le 30 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à ESSEY-les-NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La Société OR'CELIA (Jean DELATOUR) bijoutier horloger, est autorisée à installer au N°7 allée du Midi à ESSEY-les-NANCY (54270) un système de vidéosurveillance comportant 9 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.10.0046

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est :

- Mme Jeanine MARTINAGE, gérante

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Jeanine MARTINAGE, gérante

- M. le maire de ESSEY-les-NANCY

- M. directeur départemental de la sécurité publique

Nancy, le 30 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à DAMELEVIERES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – M. Pascal SEMIN, débitant de tabac - est autorisé à installer au N°17 rue du Général Leclerc à DAMELEVIERES (54360) un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.10.0049

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est :

- M. Pascal SEMIN, débitant du tabac presse

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Pascal SEMIN, débitant du tabac presse
 - M. le maire de DAMELEVIERES
 - M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
 - M. le sous-préfet de LUNEVILLE
- Nancy, le 30 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à SEICHAMPS

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La société LIDL, discount alimentaire est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 13 caméras, ZAC de Chanois – 2 rue des grands prés à SEICHAMPS (54280) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.10.0026

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional
- M. François HAMY, responsables des ventes
- M. Arnaud VAUTRIN, responsable des ventes adjoint
- M. Olivier IUNG, responsable technique

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur régional de LIDL
 - M. le maire de SEICHAMPS
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique
- Nancy, le 30 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 30 mars 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à TOUL

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La société LIDL, discount alimentaire est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 11 caméras, au N° 40 rue de Verdun à TOUL (54200) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.10.0027

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional
- M. François HAMY, responsables des ventes
- M. Arnaud VAUTRIN, responsable des ventes adjoint
- M. Olivier IUNG, responsable technique

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur régional de LIDL
 - Mme le maire de TOUL
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique
 - M. le sous-préfet de TOUL
- Nancy, le 30 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Les présents arrêtés peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de leur publication.

SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE
Bureau de l'action locale et des affaires interministérielles

Extrait de l'arrêté du 1^{er} mars 2010 modifiant les statuts du syndicat intercommunal de l'environnement à BLAINVILLE DAMELEVIÈRES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATANT que les conditions de majorité sont atteintes ;

ARRETE

Article 1^{er}. – Les statuts du syndicat intercommunal de l'environnement à Blainville Damelevières annexés au présent arrêté sont approuvés.

Article 3. – Le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat intercommunal de l'environnement à Blainville Damelevières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 1^{er} mars 2010

Pour le préfet, et par délégation,
Le sous préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ENVIRONNEMENT à BLAINVILLE DAMELEVIÈRES

Créé par arrêté préfectoral du 9 janvier 1996,
modifié par arrêtés préfectoraux des 31 mars 2003, 18 mars 2004 et 1^{er} mars 2010

STATUTS

Article 1^{er}. – PERIMETRE DU SYNDICAT

En application du code général des collectivités territoriales, le syndicat intercommunal de l'environnement à BLAINVILLE et DAMELEVIÈRES, ci-après désigné « le syndicat » est un syndicat à la carte, constitué des communes de BLAINVILLE SUR L'EAU, DAMELEVIÈRES, MONT SUR MEURTHE et REHAINVILLER.

Le syndicat est dénommé Syndicat Intercommunal de l'Environnement à BLAINVILLE et DAMELEVIÈRES.

Article 2. – SIEGE DU SYNDICAT

Le siège du Syndicat est fixé à la mairie de BLAINVILLE SUR L'EAU.

Article 3. – DUREE

Le syndicat est constitué pour une durée illimitée.

Article 4. – COMPETENCES

Les compétences du syndicat portent :

- Sur les études, la construction, le renouvellement, la maintenance, l'exploitation et la gestion des ouvrages dans les domaines de l'eau potable et de l'assainissement collectif,
- Sur l'assainissement non-collectif

Article 4.1.- Eau potable (BLAINVILLE SUR L'EAU et DAMELEVIÈRES uniquement)

Le syndicat a la compétence eau potable qui comprend notamment :

- La production de l'eau : prélèvement de l'eau par captage ou pompage, traitement de l'eau, établissement des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine,
- L'achat et la vente de l'eau potable en dehors de son périmètre,
- L'adduction d'eau : transport et stockage d'eau potable,
- La distribution de l'eau potable au moyen d'un réseau de canalisations jusqu'aux branchements et aux compteurs des usagers,

Le syndicat peut également :

- Réaliser des prestations de service dans les domaines présentant un lien avec la compétence « eau potable », dans le périmètre des communes adhérentes,
- Assurer tout ou partie de la maîtrise d'ouvrage de travaux communaux nécessitant une coordination avec des travaux entrepris par le syndicat pour ses propres ouvrages, à la demande des collectivités membres ou d'autres collectivités.

La défense incendie relève de la compétence et de la responsabilité des communes. Néanmoins, dans la mesure où les besoins pour la défense incendie peuvent être satisfaits par les infrastructures du syndicat, le réseau pourra supporter l'installation de matériel de défense incendie après accord du syndicat et sur demande des communes.

Article 4.2.- Assainissement

Le syndicat a la compétence assainissement collectif qui comprend notamment :

- La collecte des eaux usées domestiques (BLAINVILLE SUR L'EAU et DAMELEVIÈRES),
- Le transport des eaux usées domestiques et, au travers des réseaux unitaires, des eaux pluviales (BLAINVILLE SUR L'EAU, DAMELEVIÈRES, MONT SUR MEURTHE et REHAINVILLER),
- Le traitement des eaux usées domestiques et de la part d'eaux pluviales parvenant à la station d'épuration (BLAINVILLE SUR L'EAU, DAMELEVIÈRES, MONT SUR MEURTHE et REHAINVILLER),
- La gestion et l'élimination des sous-produits issus du traitement notamment les boues produites (BLAINVILLE SUR L'EAU, DAMELEVIÈRES, MONT SUR MEURTHE et REHAINVILLER),

Le syndicat peut également :

- Réaliser des prestations de service dans les domaines présentant un lien avec la compétence « assainissement collectif », dans le périmètre des communes adhérentes,
- Assurer tout ou partie de la maîtrise d'ouvrage de travaux communaux nécessitant une coordination avec des travaux entrepris par le syndicat pour ses propres ouvrages, à la demande des collectivités membres ou d'autres collectivités,
- Collecter, transporter et traiter des eaux usées en provenance d'entreprises industrielles ou artisanales et d'exploitations agricoles sous réserve de la mise en place par les différentes entreprises ou exploitations de dispositifs de pré traitement pour les effluents autres que de type domestique.

Article 4.3.- Assainissement non collectif (BLAINVILLE SUR L'EAU et DAMELEVIÈRES uniquement)

Le syndicat a la compétence assainissement non-collectif à savoir le contrôle de conception, d'implantation et de bonne exécution des installations neuves ou réhabilitées et le contrôle du bon fonctionnement des installations existantes.

Article 5.- COMITE

Le comité syndical est composé de délégués élus par les conseils municipaux des communes adhérentes.

Chacune des communes membres sera représentée au comité par quatre délégués titulaires. Chaque commune désignera également deux délégués suppléants appelés à siéger au comité avec voix délibérative en cas d'empêchement de délégués titulaires.

Un délégué suppléant peut remplacer tout délégué titulaire de la commune absent.

Article 6. - PATRIMOINE

Les ouvrages et les immeubles nécessaires à l'exercice des compétences du syndicat seront, soit la pleine propriété du syndicat pour les biens acquis par lui, soit mis à la disposition du syndicat par les communes au moment de leur adhésion et au fur et à mesure de leurs mises en conformité.

Le syndicat tiendra un état récapitulatif du patrimoine et assurera l'ensemble des charges et travaux liés à ces ouvrages.

Article 7. - FINANCEMENT

Le financement du service de l'eau potable, du service de l'assainissement collectif et du service de l'assainissement non-collectif est assuré par les usagers et suivant les dispositions réglementaires en vigueur.

Toutefois, les communes adhérentes pourront contribuer exceptionnellement en application de l'article L2224-2 du code général des collectivités territoriales notamment pour les investissements de premier établissement des installations relatives au transport et au traitement des effluents ainsi qu'à la gestion et l'élimination des sous-produits issus du traitement. Dans le cadre de ces investissements, les participations communales seront calculées au prorata de la population concernée par l'investissement.

Les modalités de participation financière des communes pour :

- l'extension des réseaux de distribution d'eau potable et de collecte des eaux usées (et pluviales si réseau unitaire) nécessaires à l'urbanisation, la desserte d'habitations, de lotissements ou de zones d'aménagement,
- les travaux de déplacement de canalisations non liés aux besoins du service,
- les travaux d'adaptation du réseau et de ses ouvrages annexes, liés aux travaux de voirie,
- les travaux liés à la défense incendie,
- les travaux expressément demandés par les communes,

sont fixées par délibération du comité syndical, conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales.

Article 8. – GARANTIE DES EMPRUNTS

Lorsque le syndicat sera appelé à contracter un emprunt destiné au financement d'investissements, et dans le cas où l'établissement prêteur demanderait une garantie de remboursement auprès des communes, cette garantie sera répartie entre les communes adhérentes au prorata de la population totale connue au dernier recensement.

Article 9. – AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les dispositions non prévues par les présents statuts sont régies par le code général des collectivités territoriales.

Vu pour rester annexé à
l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2010
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

RECTORAT ACADEMIE NANCY-METZ

Service affaires juridiques et contentieuses

Arrêté de délégation rectorale de signature du 23 mars 2010 à Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur des services départementaux de l'Education Nationale de Meurthe-et-Moselle

Le recteur de l'académie de Nancy-Metz,

VU le décret du 09 avril 2009 nommant monsieur Jean-Jacques POLLET, Recteur de l'académie de Nancy-Metz ;

VU le décret ministériel du 05 juin 2009 portant détachement de monsieur Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie-inspecteur pédagogique régional, hors classe, dans l'emploi d'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe et Moselle, à compter 07 mai 2009 ;

VU l'arrêté ministériel du 02 novembre 2006 nommant monsieur Francis MORLET, inspecteur d'académie, inspecteur pédagogique régional, dans l'emploi d'inspecteur d'académie adjoint de Meurthe et Moselle, à compter du 11 octobre 2006 ;

VU l'arrêté ministériel du 21 décembre 2009 portant affectation de madame Dominique VEILLON-PERRIN, inspectrice de l'éducation nationale – enseignement du premier degré -, en qualité d'inspectrice de l'éducation nationale, adjointe à l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe et Moselle compter du 01 janvier 2010 ;

VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2009 nommant et détachant monsieur Michel CLEMENS, conseiller d'administration scolaire et universitaire hors classe, dans l'emploi d'administrateur de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche en qualité de secrétaire général de l'inspection académique de Meurthe et Moselle.

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à monsieur Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, et dans le respect de la réglementation en vigueur, les décisions suivantes :

1 - Actes pris en application de l'article D.222-20 et D.222-27 du Code de l'éducation.

1.1 - Au niveau départemental : gestion des épreuves d'éducation physique et sportive des baccalauréats général, technologique et professionnel ainsi que des CAP et BEP ponctuels.

1.2 - Au niveau académique : organisation et sujets des examens de niveau V (CAP-BEP- MC) désignation des jurys, déroulement des épreuves, (y compris l'EPS en contrôle en cours de formation), établissement des diplômes, organisation et sujets du concours de recrutement de professeurs des écoles ainsi que le concours général des lycées et des olympiades de mathématiques et de géosciences.

2. - Actes pris en application du décret n° 85-899 du 21 août 1985 modifié et des arrêtés pris pour son application.

- Gestion des élèves professeurs des écoles et des professeurs des écoles stagiaires:

Toutes décisions énumérées par l'arrêté du 23 septembre 1992 à l'exception de celles relatives à la nomination, à l'affectation dans un département de l'académie, à l'autorisation de renouvellement de l'année du cycle préparatoire au second concours interne, à la délivrance du diplôme professionnel de professeur des écoles, à l'autorisation de prolongation de stage ainsi que le transfert de scolarité hors académie et dispense de formation statutaire I U F M.

3 - Pour tous les personnels en fonction dans le département, à l'exception de ceux affectés dans les établissements d'enseignement supérieur

3.1 - Autorisations d'absence autres que celles qui, en vertu des dispositions qui les réglementent, relèvent expressément de la compétence de l'inspecteur d'académie ou du « chef de service ». Sont ainsi notamment concernées les autorisations spéciales d'absence prévues par l'article 14 du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique .

3.2 - Congés pour formation syndicale avec traitement d'une durée maximale de douze jours ouvrables par an, prévus par le décret n° 84-474 du 15 juin 1984.

3.3 - Décisions relatives aux demandes de dérogation à l'obligation d'occuper un logement de fonction et à l'obligation de résidence .

4 - Gestion des établissements et des personnels d'enseignement privés (décret n° 60-389 du 22 avril 1960 modifié, décret n° 60-390 du 22 avril 1960 modifié, décret n° 78-252 du 8 mars 1978 modifié).

- Actes de gestion relatifs aux maîtres contractuels ou agréés et auxiliaires, délégués rectoraux, en fonction dans les établissements d'enseignement privés du premier degré (écoles), y compris autorisations d'absence telles que définies au paragraphe 3.1 ci-dessus, à l'exclusion de la prolongation d'activité au-delà de 60 ans.

Article 2 : Pour l'application du décret n° 65-845 du 04 octobre 1965 relatif au paiement sans ordonnancement préalable des rémunérations des personnels civils de l'État, et, au vu des dispositions de l'arrêté du 03 juillet 2009 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le ministère de l'éducation nationale et de l'arrêté S.G.A.R. n° 2009-143 en date du 16 avril 2009 portant délégation de signature à monsieur Jean-Jacques POLLET, Recteur de l'académie de Nancy-Metz relative à la gestion des budgets opérationnels de programme, des unités opérationnelles, et pour l'ordonnancement secondaire et les recettes et des dépenses s'y rattachant, subdélégation de signature est donnée à monsieur Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer toutes pièces relatives à la gestion des traitements et de leurs accessoires : des personnels enseignants du premier degré de l'enseignement public et de l'enseignement privé ; des assistants d'éducation affectés aux missions d'aide à l'accueil et à l'intégration scolaire des enfants handicapés ainsi que des intervenants en langues étrangères dans les écoles élémentaires.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Philippe PICOCHÉ, la délégation et la subdélégation de signature qui lui sont confiées par les articles 1 et 2 du présent arrêté seront exercées par Monsieur Francis MORLET, Inspecteur d'académie adjoint

En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Philippe PICOCHÉ et de monsieur Francis MORLET, la délégation et la subdélégation de signature qui lui sont confiées par les articles 1 et 2 du présent arrêté seront exercées par Monsieur Michel CLEMENS, Secrétaire général de l'inspection académique

Article 4 : Le secrétaire général de l'académie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle. A compter de la date de sa signature, il sera affiché au rectorat de l'académie de Nancy-Metz ainsi qu'à l'inspection académique de Meurthe et Moselle pendant quinze jours.

Nancy, le 23 mars 2010

Le Recteur,
Jean-Jacques POLLET

Division des examens et concours

Extrait de l'arrêté du 24 mars 2010 concernant le recrutement d'adjoints administratifs de 2^e classe du ministère de l'Education Nationale par la voie du PACTE

Le recteur de l'académie de Nancy-Metz,

ARRETE

Article 1^{er} : Cinq recrutements d'adjoints administratifs de 2^{ème} classe du ministère de l'Education Nationale, par la voie du parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat (PACTE), sont ouverts dans l'Académie de Nancy-Metz au titre de l'année 2010.

Article 2 : Le PACTE est un contrat de droit public, d'une durée de 12 à 24 mois, qui alterne formation et activité professionnelle et comporte une période d'essai de 2 mois. Son bénéficiaire a vocation à être titularisé au vu de son aptitude professionnelle et de son parcours de formation.

Article 3 : Le nombre de poste à pourvoir est fixé à 5 pour les adjoints administratifs.

Article 4 : IMPLANTATIONS : département de Meurthe-et-Moselle, département de Moselle.

Article 5 : ATTRIBUTIONS : adjoint administratif : tâches administratives d'exécution comportant la connaissance et l'application de règlements administratifs ; fonctions de secrétariat ou de gestion dans un collège, un lycée ou un établissement d'enseignement supérieur ou dans un service déconcentré.

Article 6 : BENEFICIAIRES : Jeunes de 16 à 25 ans révolus, de nationalité française ou ressortissants d'un des états membres de l'Union Européenne ou de l'Espace Economique Européen, sortis du système éducatif sans diplôme et sans qualification professionnelle reconnue ou dont le niveau du diplôme est inférieur au niveau IV (Baccalauréat).

Article 7 : INSCRIPTIONS

- Auprès du Pôle Emploi du lieu de domicile
- Joindre un descriptif du parcours antérieur de formation et le cas échéant de l'expérience professionnelle.
- Date limite de dépôt de candidature : Jusqu'au 14 Mai 2010 à minuit (le cachet de la poste faisant foi)

Tout renseignement peut être obtenu par téléphone au : 03.83.86.20.85

ou par courrier adressé à la :

Division des Personnels d'Encadrement, Administratifs, Ouvriers, Sociaux et de Santé

Bureau DIPAOS 1 - 2 rue Philippe de Gueldres - C.O. n° 30013 - 54035 NANCY CEDEX

Article 8 : La commission académique auditionnera les candidats sélectionnés au cours du mois de juin 2010.

Article 9 : Le Secrétaire Général de l'Académie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 24 mars 2010

Le Recteur,
Jean-Jacques POLLET

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Extrait de la décision du 18 mars 2010 portant agrément au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.)

Le directeur suppléant de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

CONSIDERANT l'avis favorable émis par la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 15 décembre 2009 :

DECIDE

Article 1 : La participation du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics ou privés au financement des mesures d'accompagnement en matière de politique sociale, suite à la fermeture du site de l'Hôpital Jeanne d'Arc de Dommartin - lès -Toul et du retour de l'activité sur l'agglomération nancéenne (CHU NANCY) est fixée comme suit, au titre de l'avenant n°2 de l'année 2009 :

- Indemnité de départ volontaire de 7 agents pour un montant global de 295 110,84€
- Indemnité exceptionnelle de mobilité 83 542,84€

Cette participation sera versée à l'établissement par la caisse des dépôts et consignment, gestionnaire du Fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.).

Article 2 : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur Général du Centre hospitalier universitaire de Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 18 mars 2010

Marcel DOSSMANN

Extrait de la décision du 18 mars 2010 portant agrément au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.)

Le directeur suppléant de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

CONSIDERANT l'avis favorable émis par la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 15 décembre 2009 ;

DECIDE

Article 1 : La participation du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics ou privés au financement des mesures d'accompagnement en matière de politique sociale, suite à l'opération présentée par Alpha Santé concerne la reprise de l'hôpital de Mont Saint Martin (AHBL):

- Indemnité exceptionnelle de mobilité portant sur le redéploiement de vingt agents pour un montant total de 52 976,04€

Cette participation sera versée à l'établissement par la caisse des dépôts et consignation, gestionnaire du Fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (FMESPP).

Article 2 : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Moselle, et le directeur général d'ALPHA SANTE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Nancy, le 18 mars 2010

Marcel DOSSMANN

Extrait de la décision du 18 mars 2010 portant agrément au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.)

Le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

CONSIDERANT l'avis favorable émis par la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 15 décembre 2009 ;

DECIDE

Article 1 : La participation du Fonds pour la Modernisation des Etablissements de Santé Publics ou Privés au financement des mesures d'accompagnement en matière de politique sociale, suite à l'opération de reprise de l'hôpital de BITCHE par le centre hospitalisation et à la mobilité de vingt agents :

- Indemnité exceptionnelle de mobilité : 27 440,87€

Cette participation sera versée à l'établissement par la caisse des dépôts et consignation, gestionnaire du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (FMESPP).

Article 2 : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Moselle et le directeur général de l'Hôpital Robert Pax de Sarreguemines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Moselle.

Nancy, le 18 mars 2010

Marcel DOSSMANN

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°29/2010 du 22 mars 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la MATERNITÉ RÉGIONALE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2010 - N° FINESS entité juridique 540 000 031 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 625 630 € soit :

1) 2 605 796 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 377 483 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

231 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

7 990 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

219 389 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

703 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 12 834 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 7 000 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 mars 2010

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Et par délégation,
Pour la Directrice Départementale Des Affaires Sanitaires
et Sociales par intérim,
L'Inspectrice Principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°30/2010 du 22 mars 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CENTRE HOSPITALIER de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2010 - N° FINESS entité juridique 540 000 049 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 424 598 € soit :

1) 1 385 408 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
1 183 570 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
22 875 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
2 367 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
175 776 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
820 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
2) 6 093 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
3) 33 097 € au titre des produits et prestations ;
Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 22 mars 2010

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Et par délégation,
Pour la Directrice Départementale Des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
L'Inspectrice Principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°31/2010 du 22 mars 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2010 - N° FINESS entité juridique 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 575 069 € soit :
1) 1 534 402 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
1 531 416 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
2 986 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
2) 22 593 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
3) 18 074 € au titre des produits et prestations ;
Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 22 mars 2010

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Et par délégation,
Pour la Directrice Départementale Des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
L'Inspectrice Principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°32/2010 du 22 mars 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CENTRE HOSPITALIER de PONT A MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2010 - N° FINESS entité juridique 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 471 448 € soit :
471 448 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
401 301 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
14 143 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
55 534 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
470 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 22 mars 2010

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Et par délégation,
Pour la Directrice Départementale Des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
L'Inspectrice Principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°33/2010 du 22 mars 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2010 - N° FINESS entité juridique 540 000 122 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 161 029 € soit :
161 029 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
159 968 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
1 061 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MH ST CHARLES NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 22 mars 2010

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Et par délégation,
Pour la Directrice Départementale Des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
L'Inspectrice Principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 34/2010 du 22 mars 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT – BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2010 - N° FINESS entité juridique 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 65 506 € soit :

65 506 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

65 506 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement J. PARISOT BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 mars 2010

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Et par délégation,
Pour la Directrice Départementale Des Affaires Sanitaires
et Sociales par intérim,
L'Inspectrice Principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°35/2010 du 22 mars 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2010 - N° FINESS entité juridique 540 000 767 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 053 518 € soit :

1) 1 994 645 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 725 171 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

33 380 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

236 094 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 46 035 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 12 838 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CH BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 mars 2010

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Et par délégation,
Pour la Directrice Départementale Des Affaires Sanitaires
et Sociales par intérim,
L'Inspectrice Principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°36/2010 du 22 mars 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2010 - N° FINESS entité juridique 540 000 882 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001104

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 237 229 € soit :

237 229 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

169 589 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

66 719 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

921 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 mars 2010

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Et par délégation,
Pour la Directrice Départementale Des Affaires Sanitaires
et Sociales par intérim,
L'Inspectrice Principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°37/2010 du 22 mars 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2010 - N° FINESS entité juridique 540 002 078 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 22 016 481 € soit :

1) 19 990 306 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

18 498 027 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

81 286 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

12 619 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

1 386 489 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 212 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
10 673 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
2) 1 537 793 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
3) 488 382 € au titre des produits et prestations ;
Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.H.U. DE NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 22 mars 2010

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Et par délégation,
Pour la Directrice Départementale Des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
L'Inspectrice Principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°38/2010 du 22 mars 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2010 - N° FINESS entité juridique 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 785 981 € soit :

- 1) 2 324 442 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 175 497 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
146 040 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
2 905 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
2) 460 016 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
3) 1 523 € au titre des produits et prestations ;
Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.R.L.C.C. A. VAUTRIN- VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 mars 2010
Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Et par délégation,
Pour la Directrice Départementale Des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
L'Inspectrice Principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°39/2010 du 22 mars 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2010 - N° FINESS entité juridique 540 014 081 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 100 980 € soit :

- 100 980 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
100 980 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 mars 2010
Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Et par délégation,
Pour la Directrice Départementale Des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
L'Inspectrice Principale,
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°40/2010 du 22 mars 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Inter hospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2010 - N° FINESS entité juridique 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 163

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 463 432 € soit :

- 1) 2 213 493 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 048 880 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
12 858 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
151 755 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
2) 12 344 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
3) 237 595 € au titre des produits et prestations ;
Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement SINCAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 mars 2010
Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Et par délégation,
Pour la Directrice Départementale Des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
L'Inspectrice Principale,
Stéphanie GEYER

**DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE**

Extrait de l'arrêté du 9 mars 2010 portant modification de la composition de la Commission départementale tripartite Etat/Pôle Emploi/instance paritaire régionale chargée d'émettre un avis sur les projets de décisions de réduction ou de suppression des allocations de chômage pour une durée supérieure à deux mois

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 18 mai 2009 est abrogé.

Article 2 : La commission départementale tripartite chargée d'examiner, sur demande des bénéficiaires d'allocations de chômage, les projets de réduction ou de suppression du bénéfice du revenu de remplacement pour une durée supérieure à deux mois comprend les membres ci-après : Patrick VET, le directeur du travail ou ses représentants : Christian ESTIENNE, Carine OSTER,

Michel SWIETON, délégué territorial du Pôle Emploi de Meurthe-et-Moselle, ou ses représentants : Fabrice SCHIEL, Christian AGOSTINI, 2 représentants de l'instance paritaire régionale de Pôle Emploi mentionnée à l'article L 5312-10 du Code du travail :

- Mme Ginette CASPAR (UPA)
- M. Jean BATALIC (CFE-CGC).

Article 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture et Monsieur le Directeur du Travail sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et Informations Officielles de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 9 mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

Service solidarité, insertion

Extrait de l'arrêté N° 357/2010 du 18 mars 2010 relatif à l'agrément pour l'emploi d'enfants accordé à l'agence de mannequins « DANIELE MODELS AGENCY »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 : L'agrément, en vue de l'emploi d'enfants mineurs de moins de 16 ans en qualité de mannequins dans la publicité et la mode, est accordé à l'agence « DANIELE MODELS AGENCY » pour la période du 1^{er} avril 2010 au 31 décembre 2010 ;

Article 2 : Le présent agrément ne pourra être reconduit que sur demande expresse préalable de l'agence DANIELE MODELS AGENCY, déposée dans les délais légaux et sur avis conforme de la commission ;

Article 3 : Dans la limite de CENT CINQUANTE DEUX EUROS ET QUARANTE CINQ CENTIMES D'EUROS (152,45 EUROS), par année civile, la rémunération de l'enfant est laissée à la disposition de ses représentants légaux. Au delà de cette somme, une part correspondant à 80 % de la rémunération sera versée à la Caisse des Dépôts et Consignations dans les conditions prévues à l'article L 7124.9 du Code du Travail.

Article 4 : Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et Monsieur le Directeur du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel et au Recueil des Actes Administratifs et dont une copie sera adressée à :

Monsieur le Juge des Enfants,
Monsieur le Directeur de la Caisse des Dépôts et Consignations.
Nancy, le 18 mars 2010

Pour le Préfet,
Le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale,
Daniel BOUFFIER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Service agriculture, forêt, chasse

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°104 du 16 mars 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à MOYEN - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3033 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

D E C I D E

Article 1^{er} : La SCEA DES RIVES MARAICHIERES, composée de Monsieur, Madame FAUSEL Mathieu et DUMAY Anaïs, est autorisée à exploiter 3,18 ha (MOYEN parcelles ZO 508 - 510) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA DES RIVES MARAICHIERES (Monsieur, Madame FAUSEL Mathieu et DUMAY Anaïs).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur, Madame FAUSEL Mathieu et DUMAY Anaïs, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MOYEN pour affichage.

Nancy, le 16 mars 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
M. MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°105 du 16 mars 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BEZANGE LA GRANDE - COINCOURT - MOUACOURT - PARROY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2998 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que Messieurs MITOIRE Alain et Brice (GAEC des SANSONNETS) renoncent à exploiter la parcelle cadastrée ZP 059 territoire de COINCOURT en concurrence avec la demande de Monsieur, Madame BAUMANN Rémi et Christine (EARL du COXEUX),

DECIDE

Article 1er : Le GAEC DES SANSONNETS, composé de Messieurs MITOIRE Alain et Brice, est autorisé à exploiter 86,03 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DES SANSONNETS (Messieurs MITOIRE Alain et Brice).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs MITOIRE Alain et Brice, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BEZANGE LA GRANDE - COINCOURT - MOUACOURT et PARROY pour affichage.

Nancy, le 16 mars 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
M. MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°106 du 16 mars 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à COINCOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3016 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que Messieurs MITOIRE Alain et Brice (GAEC des SANSONNETS) renoncent à exploiter la parcelle cadastrée ZP 059 territoire de COINCOURT en concurrence avec la demande de Monsieur, Madame BAUMANN Rémi et Christine (EARL du COXEUX),

DECIDE

Article 1er : L'EARL DU COXEUX, composé de Monsieur, Madame BAUMANN Rémi et Christine, est autorisé à exploiter 2,47 ha (COINCOURT parcelle ZP 059) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU COXEUX (Monsieur, Madame BAUMANN Rémi et Christine).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur, Madame BAUMANN Rémi et Christine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de COINCOURT pour affichage.

Nancy, le 16 mars 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
M. MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°107 du 16 mars 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à MERCY LE BAS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3014 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Article 1er : L'EARL DU GRAND NOEL, composé de Monsieur, Madame CLAQUART Michel et Brigitte, est autorisé à exploiter 13,44 ha (MERCY LE BAS parcelles ZE 33a-33c-37 - ZD 12a) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU GRAND NOEL (Monsieur, Madame CLAQUART Michel et Brigitte).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur, Madame CLAQUART Michel et Brigitte, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MERCY LE BAS pour affichage.

Nancy, le 16 mars 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
M. MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°108 du 16 mars 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à DOMMARIE EULMONT - VANDELEVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2999 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Article 1er : Le GAEC DU CHEVALET, composé de Messieurs DEPRUGNEY Guy et Mickaël, est autorisé à exploiter 16,89 ha (DOMMARIE-EULMONT parcelles ZB 030 - ZC 014 VANDELEVILLE ZB 016-017-018 - ZC 005-008.) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DU CHEVALET (Messieurs DEPRUGNEY Guy et Mickaël).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs DEPRUGNEY Guy et Mickaël, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de DOMMARIE EULMONT et VANDELEVILLE pour affichage.

Nancy, le 16 mars 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
M. MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°109 du 16 mars 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à GELLENONCOURT - DROUVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3020 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Article 1er : L'EARL CELTIAN, composé de Monsieur, Madame BURTIN Christian et Céline, est autorisé à exploiter 1,22 ha (DROUVILLE parcelles ZB 051-052 - GELLENONCOURT parcelle YC 008.) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL CELTIAN (Monsieur, Madame BURTIN Christian et Céline).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur, Madame BURTIN Christian et Céline, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de GELLENONCOURT et DROUVILLE pour affichage.

Nancy, le 16 mars 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
M. MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°110 du 16 mars 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT JULIEN LES GORZE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3018 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

CONSIDERANT que la demande d'agrandissement de Monsieur SPHULER Alain relève selon cet article du rang de priorité 5 (exploitations de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO), que la demande d'agrandissement de Monsieur FERVILLE Etienne relève selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

DECIDE

Article 1er : Monsieur SPHULER Alain n'est pas autorisé à exploiter 4,5 ha (SAINT JULIEN LES GORZE parcelles ZE 082) objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur SPHULER Alain.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur SPHULER Alain, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT JULIEN LES GORZE pour affichage.

Nancy, le 16 mars 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
M. MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n°111 du 16 mars 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VAUDEMONT - CHAOUILLEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3011 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Article 1er : Le GAEC DE CHEVREFEUILLE, composé de Messieurs VOGIEN Claude et Jean Bernard, est autorisé à exploiter 76,64 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE CHEVREFEUILLE (Messieurs VOGIEN Claude et Jean Bernard).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs VOGIEN Claude et Jean Bernard, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VAUDEMONT et CHAOUILLEY pour affichage.

Nancy, le 16 mars 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
M. MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 112 du 16 mars 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLERS LES MOIVRONS - MOIVRONS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3028 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Article 1er : Madame BRICE Chantal est autorisée à exploiter 4,76 ha (MOIVRONS parcelles D 974-975 – VILLERS LES MOIVRONS A 128-675 à 678-ZA 1-2) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame BRICE Chantal.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressée Madame BRICE Chantal, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VILLERS LES MOIVRONS et MOIVRONS pour affichage.

Nancy, le 16 mars 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
M. MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 113 du 16 mars 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BENAMENIL - DOMJEVIN - FREMENIL - MANONVILLER - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3029 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Article 1er : Le GAEC DES GRANDS PRES, composé de Messieurs DECORNY Christian et RENARD Patrick, est autorisé à exploiter 220,25 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DES GRANDS PRES (Messieurs DECORNY Christian et RENARD Patrick).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs DECORNY Christian et RENARD Patrick, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BENAMENIL - DOMJEVIN - FREMENIL et MANONVILLER pour affichage.

Nancy, le 16 mars 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
M. MARTY

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent la notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'alimentation de l'agriculture, et de la pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

Par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 -54036 NANCY CEDEX

Service énergies, constructions, ingénierie

Arrêté n°2010.ECI-IP.01 du 16 mars 2010 portant subdélégation de signature par Michel MARTY, Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle

Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,

VU le code des Marchés Publics ;

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU la loi n°2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier, et notamment son article premier ;

VU le décret n°67-278 du 30 mars 1967 relatif à l'organisation et aux attributions des services départementaux et régionaux du ministère de l'équipement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 03 juillet 2009 nommant Monsieur Dominique BELLION Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret n°20091484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté du Premier Ministre du 1^{er} janvier 2010 portant nomination dans les directions départementales interministérielles et nommant Monsieur Michel Marty, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} janvier 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral n°10.BI.16 en date du 15 mars 2010 portant délégation d'ingénierie publique,

VU la circulaire n°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 05 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

ARRETE

Article 1 : Délégation est donnée à Madame Marie-Jeanne FOTRE-MULLER, Directrice Adjointe, Monsieur Daniel MORLON, adjoint aux directeurs, Monsieur Jean-Marie HAM, chef du service Énergies, Constructions, Ingénierie, pour :

- autoriser les services de l'État à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée

- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, d'un montant inférieur à 206 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés à l'article 1 du présent arrêté, la délégation qui leur est confiée par ledit article sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, désigné par décision de Monsieur le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : L'arrêté portant subdélégation de signature n°2009.EICD-IP.02, accordant délégations d'ingénierie publique, est abrogé.

Article 4 : Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le Directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture dont copie sera adressée à Monsieur le Trésorier payeur général.

Nancy, le 16 mars 2010

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle
et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires
de Meurthe-et-Moselle,
Michel MARTY

Service environnement, eau, biodiversité

Extrait de l'arrêté DDT-PECHE 2010/004 du 16 mars 2010 instituant trois réserves de pêche sur l'Orne dans les communes de HATRIZE, VALLEROY et HOMECOURT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1 : la pêche est interdite du lundi 12 avril 2010 au vendredi 11 juin 2010 inclus sur les tronçons de la rivière de l'Orne ci-après :

HATRIZE : du barrage au pont routier du moulin,

VALLEROY : du barrage au pont routier de Moineville,

HOMECOURT : du barrage au pont routier de l'ancien abattoir de Joeuf.

Article 2 : les tronçons où la pêche est temporairement interdite sont dûment signalés par pancartes ou tout autre moyen.

Article 3 : cette interdiction n'est pas opposable aux pêches extraordinaires exécutées en application du second alinéa de l'article L436-9 du code de l'environnement.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques, le président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique, le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au président de l'A.P.P.M.A. "Les Pêcheurs de l'Orne".

Article 5 : le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy le 16 mars 2010

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
le Chef du Service de Police de l'Eau
de Meurthe-et-Moselle,
Jean-Luc JANEL

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

Service environnement, eau, biodiversité

Extrait de l'arrêté DDEA-PECHE 2009/042 du 30 novembre 2009 instituant deux réserves de pêche sur le Trey dans la commune de Villers-Sous-Prény

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1 : Afin de protéger la faune piscicole, la pêche est interdite à partir du lundi 30 novembre 2009 pour une durée de 2 ans sur les tronçons du ruisseau « le Trey » ci-après :

- Commune de VILLERS-SOUS-PRENY :

- Du pont Madalon jusqu'à la limite de propriété amont du Foulon,

- Au dessus du village de VILLERS-SOUS-PRENY jusqu'au petit pont de bois situé en deçà de l'ancien dépôt d'ordure.

Article 2 : les tronçons où la pêche est temporairement interdite sont dûment signalés par pancartes ou tout autre moyen.

Article 3 : cette interdiction n'est pas opposable aux pêches extraordinaires exécutées en application du second alinéa de l'article L436-9 du code de l'environnement.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de VILLERS-SOUS-PRENY, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques, le président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au président de l'A.P.P.M.A. "La Gaule Pagnotine".

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché dès réception pendant un mois dans la mairie de VILLERS-SOUS-PRENY et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy le 30 novembre 2009

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Chef du Service de Police de l'Eau
de Meurthe-et-Moselle,
Jean-Luc JANEL

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

Extrait de l'arrêté N°2010-DIR-Est-M-54-011 du 11 mars 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération relatif aux travaux de pose de glissières de sécurité.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

AR R E T E

Article 1 : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN - 52	
POINTS REPERES (PR)	RN-52 du PR 5+500 au PR 8+000	
SENS	Sens 1	
SECTION	Section courante / Voie de droite	
NATURE DES TRAVAUX	Pose de glissières de sécurité	
PERIODE GLOBALE	Du jeudi 18 au vendredi 19 mars 2010.	
SYSTEME D'EXPLOITATION	- Neutralisation de la voie de droite - Fermeture de la bretelle d'accès de l'échangeur de Thiercelet dans le sens Metz / Belgique	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Villers-la-Chèvre	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Villers-la-Chèvre

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Le jeudi 18/03/10 7h00 à 18h00.	Sens Metz - Belgique Du PR 5+500 (N52) au PR 8+000 (N52)	- Neutralisation de la voie de droite - Fermeture de la bretelle d'accès de l'échangeur de Thiercelet dans le sens Metz/Belgique,	- Dans le sens Metz-Belgique, neutralisation de la voie de droite à partir du PR 5+500 (RN-52) - Fermeture de la bretelle d'accès de l'échangeur de Thiercelet dans le sens Metz => Belgique : Les usagers en direction de la Belgique depuis la RD125 sont invités à emprunter la RN-52 jusqu'à l'échangeur de Bréchain-la-Ville.

2	Le vendredi 19/03/10 7h00 à 18h00.	Sens Metz - Belgique Du PR 5+500 (N52) au PR 8+000 (N52)	- Neutralisation de la voie de droite - Fermeture de la bretelle d'accès de l'échangeur de Thiercelet dans le sens Metz/Belgique,	- Dans le sens Metz-Belgique, neutralisation de la voie de droite à partir du PR 5+500 (RN-52) - Fermeture de la bretelle d'accès de l'échangeur de Thiercelet dans le sens Metz => Belgique : Les usagers en direction de la Belgique depuis la RD125 sont invités à emprunter la RN-52 jusqu'à l'échangeur de Bréhain-la-Ville.
---	--	--	--	---

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;

diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire de la presse ;

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté) et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de (Meurthe et Moselle, le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la Société MOLARO,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 11 mars 2010

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle
Pour le Préfet et par délégation
Le chef de la division d'exploitation de Metz
David MAZOYER

Extrait de l'arrêté N°2010-DIR-Est-M-54-014 du 11 mars 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération relatif aux travaux de réfection de joints de chaussée sur A31 sur OA A31-092 au PR 233.650 (Annule et remplace l'arrêté N° 2010-DIR-Est -M-54-011 du 11 mars 2010 paru au Recueil des Actes Administratifs n°15 du 15 mars 2010)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1 : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE.	A31	
Points Repères PR. et sens	PR 233,650 sens Paris /Paris	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Remplacement joints de chaussée	
PERIODE GLOBA	Nuits du 22 au 30 mars 2010	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation VD sens Paris -Nancy Neutralisation VG sens Nancy-Paris Basculement circulation VD VG sens 1 Paris/Nancy sur VG sens 2 Nancy /Paris fermeture bretelle Verdun/Nancy fermeture bretelle Paris /Verdun	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - District de Nancy CEI de Fléville	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	22 Mars 2010	AK5 au PR 231,800 sens Paris /Nancy	Neutralisation Voie de droite	fermeture bretelle Verdun/Nancy
	au 30 Mars 2010	AK5 au PR 236,000 sens Nancy /Paris ITPC 233,000 ITPC 233,990	Neutralisation Voie de gauche basculement de la circulation VD et VG sens 1 Paris-Nancy sur la VG sens 1 Paris-Nancy	déviations par: les usagers seront invités à prendre l'A31 direction Paris jusqu'à l'échangeur de Valcourt ,bretelle Nancy /Valcourt,RD 674, bretelle Valcourt /Nancy et A31 direction Nancy fermeture bretelle Paris /Nancy 1 déviations par: les usagers seront invités à rester sur l'A31 direction Nancy par le basculement entre les ITPC des PR 2333,000 et 233,990 et jusqu'à l'échangeur de Toul centre N°15 ,bretelle Paris /Toul centre, RD400,bretelle Toul centre /Paris, A31 direction paris jusqu'à l'échangeur n°14 dit de la queue de chat et bretelle Nancy/Verdun

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;

diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire de la presse

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de (Meurthe et Moselle, le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de Freyssinet,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 11 mars 2010

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle
Pour le Préfet et par délégation
Le chef de la division d'exploitation de Metz
David MAZOYER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Pôle santé – Cellule actions de santé

Extrait de l'arrêté DDASS / Pôle Santé / N°315 du 10 mars 2010 portant habilitation du Centre de Santé MGEN de Nancy en tant que Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement des Infections Sexuellement Transmissibles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1 : Le centre de santé MGEN de Nancy est habilité en tant que Centre d'Information, de Dépistage et de Diagnostic des infections Sexuellement Transmissibles (CIDDIST).

Les locaux communs avec le centre de planification et d'éducation familiale sont situés au 1^{er} étage du centre de santé – 6 rue Désilles à Nancy.

La présente habilitation a pour objet de permettre au centre de santé d'exercer pour le compte de l'Etat, pour les usagers, les activités suivantes :

la lutte contre les infections sexuellement transmissibles (IST) afin d'en assurer, de manière anonyme, la prévention, le dépistage, le diagnostic et le traitement.

Article 2 : Cette habilitation est accordée pour une durée de trois ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 3 : Une convention entre la Directrice du Groupement Régional de Santé Publique et la direction de l'établissement fixera les modalités de fonctionnement et de financement des missions mentionnées à l'article 1^{er} ci-dessus.

Article 4 : En cas de non respect des conditions techniques de fonctionnement ou de l'obligation de transmission du rapport annuel d'activité et de performance, obligations définies par les articles suivants du code de la santé publique :

- D3121-39 et D3121-41 pour la lutte contre les infections sexuellement transmissibles,

le préfet peut, après avis du médecin inspecteur de santé publique, et le cas échéant du pharmacien inspecteur de santé publique, mettre en demeure l'établissement ou l'organisme habilité de se conformer à ces obligations dans le délai qu'il fixe, et retirer l'habilitation si la mise en demeure n'est pas suivie d'effet dans le délai imparti, en vertu de l'article D.3121-42 du code de la santé publique.

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy 5, place Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX - dans un délai de deux mois à compter de la publication, ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur du centre de santé MGEN de Nancy, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Madame la Directrice du Groupement Régional de Santé Publique de Lorraine.

Nancy, le 10 mars 2010

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté DDASS / Pôle Santé / N°319 du 10 mars 2010 portant habilitation du Centre Hospitalier de Mont-Saint-Martin en tant que Centre de Lutte contre la Tuberculose et Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement des Infections Sexuellement Transmissibles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1 : Le Centre Hospitalier de Mont-Saint-Martin géré par l'Association ALPHA SANTE est habilité en tant que :

Centre de Lutte contre la Tuberculose (CLAT) ;

Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement des infections Sexuellement Transmissibles (CIDDIST).

L'implantation des centres est précisée dans l'annexe au présent arrêté.

La présente habilitation a pour objet de permettre au CH de Mont-Saint-Martin d'exercer pour le compte de l'Etat, pour les usagers, les activités suivantes :

la lutte contre la tuberculose afin d'en assurer la prophylaxie individuelle, familiale et collective, notamment pour les enquêtes autour des cas, le diagnostic et traitement, et la vaccination par le vaccin antituberculeux BCG ;

la lutte contre les infections sexuellement transmissibles (IST) afin d'en assurer, de manière anonyme, la prévention, le dépistage, le diagnostic et le traitement.

Article 2 : Cette habilitation est accordée pour une durée de trois ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 3 : Une convention entre la Directrice du Groupement Régional de Santé Publique et la direction de l'établissement fixera les modalités de fonctionnement et de financement des missions mentionnées à l'article 1^{er} ci-dessus.

Article 4 : En cas de non respect des conditions techniques de fonctionnement ou de l'obligation de transmission du rapport annuel d'activité et de performance, obligations définies par les articles suivants du code de la santé publique :

- D.3112-7 et D.3112-9 pour la lutte contre la tuberculose,

- D.3121-39 et D.3121-41 pour la lutte contre les infections sexuellement transmissibles,

le préfet peut, après avis du médecin inspecteur de santé publique, et le cas échéant du pharmacien inspecteur de santé publique, mettre en demeure l'établissement ou l'organisme habilité de se conformer à ces obligations dans le délai qu'il fixe, et retirer l'habilitation si la mise en demeure n'est pas suivie d'effet dans le délai imparti, en vertu des articles D.3112-10 et D.3121-42 du code de la santé publique.

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy 5, place Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX - dans un délai de deux mois à compter de la publication, ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur Général de l'Association ALPHA SANTE, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Madame la Directrice du Groupement Régional de Santé Publique de Lorraine.

Nancy, le 10 mars 2010

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 318-10 du 10 mars 2010 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale – Autorisation n°54-46

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT le procès-verbal d'assemblée générale de la gérance du 21 décembre 2009 :

- Prenant acte de la démission de Monsieur François LAMY de ses fonctions de gérant au 31 décembre 2009 ;

- Nommant Madame Alexandra MEYER, directrice du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis Centre d'Affaires les Nations – 23, boulevard de l'Europe à VANDOEUVRE-LES-NANCY, à compter du 1^{er} janvier 2010 ;

AR R E T E

Article 1 : A compter du 1^{er} janvier 2010, l'article 1 de l'arrêté du 14 août 1981, autorisant le fonctionnement, sous le n° 54-46, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis boulevard de l'Europe – Centre Commercial et d'Affaires « Les Nations » à VANDOEUVRE-LES-NANCY est modifié comme suit :

Raison sociale : Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale - 23, boulevard de l'Europe – Centre d'Affaires « Les Nations » - 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

Laboratoire exploité au sein de la SELCA « Laboratoire médico-biologique ATOUTBIO », agréée sous le n° 8, dont le siège social est situé 1170, avenue Raymond Pinchard – 54000 NANCY.

Directeur : Madame Alexandra MEYER, médecin biologiste

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation, soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Madame MEYER Alexandra,
- SELCA « Laboratoire médico-biologique ATOUTBIO »,
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim de LORRAINE, Inspection de la Pharmacie,
- Monsieur le Maire de VANDOEUVRE-LES-NANCY,
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.
Nancy, le 10 mars 2010

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Service offres de soins de ville

Extrait de l'arrêté DDASS/OSV N° 0373/10 du 24 mars 2010 relatif au transfert d'une officine de pharmacie à MAXEVILLE (54320) - Licence N° 54#01058

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il résulte des dispositions de l'article L 5125-3 du code de la santé publique que les autorisations de transfert d'officines de pharmacie doivent répondre de façon optimale aux besoins en médicaments de la population résidant dans les quartiers d'accueil de ces officines et ne peuvent avoir pour effet de compromettre l'approvisionnement nécessaire en médicaments de la population résidente du quartier d'origine;

CONSIDERANT que la population totale de la commune de Maxéville où se situe l'officine dont le transfert est projeté, est de 9059 habitants au dernier recensement de 2007 ;

CONSIDERANT que la commune de Maxéville dispose de quatre officines de pharmacie ;

CONSIDERANT que le transfert envisagé est motivé par une possibilité d'implantation dans des locaux plus fonctionnels, adaptés aux normes actuelles,

CONSIDERANT que l'emplacement envisagé pour le transfert est situé en face de l'officine actuelle et que la desserte de population est donc inchangée ;

AR R E T E

Article 1er : La demande de transfert d'une officine de pharmacie, du 16 route de Metz à Maxéville, au 35-41 route de Metz à Maxéville est acceptée.

Article 2 : La licence prévue à l'article L 5125-4 du code de la santé publique ainsi accordée porte le n° 54#01058. La précédente licence n° 54#00033 accordée le 19 juin 1942 sera annulée dès la réalisation du transfert.

Article 3 : En application de l'article L 5125-7 du code de la santé publique, l'officine doit être effectivement ouverte au public au plus tard à l'issue d'un an à compter de la notification de cet arrêté sauf prolongation en cas de force majeure.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours hiérarchique adressé à Madame la Ministre de la Santé et des Sports, 8 avenue de Ségur – 75007 PARIS ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif – 5 place de la Carrière – 54000 NANCY. Ces recours doivent être formés dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté pour les personnes auxquelles il est notifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELARL « Pharmacie du Trianon » et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine (Inspection Régionale de la Pharmacie) ;

- Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine ;

- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe-et-Moselle ;

- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine.

Nancy, le 24 mars 2010

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté DDASS/OSV N° 0374/10 du 24 mars 2010 portant refus de création d'une officine de pharmacie à VELAIN-EN-HAYE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que le tableau des populations légales 2007 de l'institut national de la statistique et des études économiques fait apparaître une population totale de 1 580 habitants pour la commune de Velaine-en-Haye où la création de l'officine de pharmacie est projetée ;

CONSIDERANT qu'au terme de l'article L5125-11 du code de la santé publique, dans les communes dépourvues d'officine, l'ouverture d'une officine par voie de création ne peut être autorisée que lorsque le nombre d'habitants recensés dans la commune est au moins de 2 500 habitants depuis au moins deux ans à compter de la publication d'un recensement général de la population ;

CONSIDERANT qu'au vu des chiffres du dernier recensement publié, la commune de Velaine-en-Haye ne répond pas aux conditions minimales de population municipale permettant la création d'une officine de pharmacie ;

AR R E T E

Article 1er : La demande de création d'une officine de pharmacie à Velaine-en-Haye (54840) - ZAC du Relais présentée par Madame Sophie SCATTOLIN est rejetée.

Article 2 : Un délai de 6 mois garantissant son antériorité est donné à l'intéressée pour présenter une nouvelle demande respectant les dispositions de l'arrêté du 21 mars 2000.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours hiérarchique adressé à Madame la Ministre de la Santé et des Sports, 8 avenue de Ségur – 75007 PARIS ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif – 5 place de la Carrière – 54000 NANCY. Ces recours doivent être formés dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté pour les personnes auxquelles il est notifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Sophie SCATTOLIN et publié au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à :

- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine (Inspection Régionale de la Pharmacie) ;

- Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine ;

- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe-et-Moselle ;
- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine.
Nancy, le 24 mars 2010

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Service solidarité et autonomie

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/PH N°75 du 1^{er} mars 2010 refusant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée de 36 places par le Carrefour d'Accompagnement Public Social à NOMENY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que le projet est compatible avec les orientations du deuxième schéma départemental en direction des personnes adultes handicapées 2007-2011 ;

CONSIDERANT par contre que le projet n'est pas inscrit parmi les priorités retenues au PRIAC en région Lorraine et présente un coût de fonctionnement en année pleine qui n'est pas compatible avec le montant de la dotation destinée aux établissements et services pour personnes handicapées et mentionnée à l'article L.314-3 du code de l'action sociale et des familles au titre de 2009 ;

AR R E T E

Article 1^{er} : L'autorisation sollicitée par le CAP's en vue de créer à Nomény une maison d'accueil spécialisée d'une capacité de 36 places est refusée.

Article 2 : L'autorisation est refusée en l'absence de financement. La demande fera l'objet du classement prévu à l'article L.313-4 du code de l'action sociale et des familles et reste susceptible d'être autorisée dans un délai de 3 ans à compter du présent arrêté sans qu'il soit à nouveau procédé aux consultations mentionnées à l'article L.313-1 du code susvisé, si le coût prévisionnel de fonctionnement du projet se révèle en tout ou partie compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L.314-3.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy 5 place carrière 54036 Nancy CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au Carrefour d'Accompagnement Public Social (CAPs) 4 rue Léon Parisot 54 110 Rosières aux Salines.

Nancy, le 1^{er} mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/PH N°76 du 1^{er} mars 2010 refusant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée de 14 places par le Carrefour d'Accompagnement Public Social à FOUG

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que le projet présenté nécessite d'être développé et précisé concernant notamment le projet de soins, le projet architectural, les effectifs et les partenariats avec la psychiatrie ;

CONSIDERANT que le projet n'est pas inscrit parmi les priorités retenues au PRIAC en région Lorraine et présente un coût de fonctionnement en année pleine qui n'est pas compatible avec le montant de la dotation destinée aux établissements et services pour personnes handicapées et mentionnée à l'article L.314-3 du code de l'action sociale et des familles au titre de 2009 ;

AR R E T E

Article 1^{er} : L'autorisation sollicitée par CAP's en vue de créer à Foug une maison d'accueil spécialisée d'une capacité de 14 places dont 2 places en accueil temporaire ou d'urgence et 2 places d'accueil de jour pour personnes porteuses d'un syndrome autistique et atteintes de troubles envahissants du développement est refusée.

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy 5 place carrière -54036 Nancy CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au Carrefour d'Accompagnement Public Social (CAPs) 4 rue Léon Parisot 54 110 Rosières aux Salines.

Nancy, le 1^{er} mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/PH N°77 du 1^{er} mars 2010 refusant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée de 16 places pour personnes traumatisées de la vie par le Carrefour d'Accompagnement Public Social à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que le projet est compatible avec les orientations du deuxième schéma départemental en direction des personnes adultes handicapées 2007-2011 ;

CONSIDERANT par contre que le projet n'est pas inscrit parmi les priorités retenues au PRIAC en région Lorraine et présente un coût de fonctionnement en année pleine qui n'est pas compatible avec le montant de la dotation destinée aux établissements et services pour personnes handicapées et mentionnée à l'article L.314-3 du code de l'action sociale et des familles au titre de 2009 ;

AR R E T E

Article 1^{er} : L'autorisation sollicitée par le CAP's en vue de créer à Nancy une maison d'accueil spécialisée d'une capacité de 16 places pour personnes traumatisées de la vie est refusée.

Article 2 : L'autorisation est refusée en l'absence de financement. La demande fera l'objet du classement prévu à l'article L.313-4 du code de l'action sociale et des familles et reste susceptible d'être autorisée dans un délai de 3 ans à compter du présent arrêté sans qu'il soit à nouveau procédé aux consultations mentionnées à l'article L.313-1 du code susvisé, si le coût prévisionnel de fonctionnement du projet se révèle en tout ou partie compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L.314-3.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy 5 place carrière 54036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au Carrefour d'Accompagnement Public Social (CAPs) 4 rue Léon Parisot 54 110 Rosières aux Salines.
Nancy, le 1^{er} mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/PH N°79 du 1^{er} mars 2010 refusant l'extension de 15 places de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail géré par la Ferme de la Faisanderie à BAINVILLE SUR MADON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que le projet est compatible avec les orientations du deuxième schéma départemental en direction des personnes adultes handicapées 2007-2011 ;

CONSIDERANT par contre que le projet n'est pas inscrit parmi les priorités retenues au PRIAC en région Lorraine et présente un coût de fonctionnement en année pleine qui n'est pas compatible avec le montant de la dotation destinée aux établissements et services pour personnes handicapées et mentionnée à l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles au titre de 2009 ;

AR R E T E

Article 1^{er} : L'autorisation sollicitée par l'association la Ferme de la Faisanderie en vue d'étendre la capacité de l'ESAT de Bainville sur Madon de 15 places est refusée.

Article 2 : L'autorisation est refusée en l'absence de financement. La demande fera l'objet du classement prévu à l'article L.313-4 du code de l'action sociale et des familles et reste susceptible d'être autorisée dans un délai de 3 ans à compter du présent arrêté sans qu'il soit à nouveau procédé aux consultations mentionnées à l'article L.313-1 du code susvisé, si le coût prévisionnel de fonctionnement du projet se révèle en tout ou partie compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L.314-4.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy 5 place carrière -54036 Nancy CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Monsieur le Président de la Ferme de la Faisanderie
Nancy, le 1^{er} mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/PH N°80 du 1^{er} mars 2010 refusant la création d'un Service d'Accompagnement Familial et d'Education Précoce (SAFEP), de Soutien à l'Education Familiale et à l'Intégration Scolaire (SSEFIS) de 25 places par l'Union Régionale des Associations de Parents d'Enfants Déficieux Auditifs (URAPEDA) Lorraine Alsace

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que le projet couvre le même territoire et le même public qu'un autre SSEFIS à destination d'enfants déficients auditifs de plus de 6 ans déjà existant,

CONSIDERANT que l'encadrement sollicité ne comprend pas l'ensemble des professionnels requis pour permettre d'assurer la prise en charge médico-psychopédagogique dévolue aux SAFEP et SEFIS

CONSIDERANT que le projet présente un coût de fonctionnement qui est supérieur au regard de services comparables

CONSIDERANT que le projet n'est pas inscrit parmi les priorités retenues au PRIAC en région Lorraine et présente un coût de fonctionnement en année pleine qui n'est pas compatible avec le montant de la dotation destinée aux établissements et services pour personnes handicapées et mentionnée à l'article L.314-3 du code de l'action sociale et des familles au titre de 2009 ;

AR R E T E

Article 1^{er} : L'autorisation sollicitée par l'URAPEDA Lorraine Alsace en vue de créer un Service d'Accompagnement Familial et d'Education Précoce, de Soutien à l'Education Familiale et à l'Intégration Scolaire (SAFEP/SEFIS) de 25 places pour enfants et adolescents déficients auditifs à Nancy est refusée.

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy 5 place carrière -54036 Nancy CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Monsieur le Président de l'URAPEDA Lorraine Alsace 29 rue Guilbert de Pixérécourt 54 000 NANCY.
Nancy, le 1^{er} mars 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°359 - DISAS/DIRECTION PA/PH N°056 du 16 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Saint Joseph » de NANCY, géré par l'association « Maisons de retraite des Sœurs de la Doctrine Chrétienne »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places, par types de prises en charge et par catégories de bénéficiaires, pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;

AR R E T E N T

Article 1^{er} : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Saint Joseph » - 113 avenue de Strasbourg à NANCY - est fixée à 104 places d'hébergement permanent, dont 12 places dédiées à l'accueil de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées.

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 104 places d'hébergement permanent.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 001 099 8

Code statut juridique : 60 (Ass.L.1901 non R.U.P)

Entité établissement :

N° FINESS : 54 000 349 8

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

capacité : 104

Code MFT : 21 (PD EHPAD partiel HAS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 92

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 92

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 92

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 12

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 12

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 12

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 16 mars 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Michèle PILOT
Vice-présidente déléguée au
développement social
et aux personnes âgées et handicapées

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°360 - DIRSOL/DIRECTION PA/PH N°057 du 16 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Sainte Thérèse » de LUDRES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places autorisées, par types de prises en charge et par catégories de bénéficiaires, pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;

AR R E T E N T

Article 1^{er} : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Sainte Thérèse » - 50 rue de la Gare à LUDRES - est fixée à :

- 125 places d'hébergement permanent, dont 12 places dédiées à l'accueil de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées,
- 3 places d'hébergement temporaire,
- 14 places d'accueil de jour pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées.

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 125 places d'hébergement permanent.

Les 3 places d'hébergement temporaire et les 14 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 000 131 0

Code statut juridique : 60 (Ass.L.1901 non R.U.P)

Entité établissement :

N° FINESS : 54 000 314 2

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

capacité : 142

Code MFT : 21 (PD EHPAD partiel HAS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 113

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 113

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 113

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 12

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 12

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 12

Code discipline : 657 (accueil temporaire pour personnes âgées)

capacité : 3

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 3

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes) capacité : 3
Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite) capacité : 14
Code activité / fonctionnement : 21 (accueil de jour) capacité : 14
Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées) capacité : 14

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 16 mars 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Michèle PILOT
Vice-présidente déléguée au
développement social
et aux personnes âgées et handicapées

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°361 - DIRSOL/DIRECTION PA/PH N°058 du 16 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Le Haut du Bois » de JARVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places par types de prises en charge et pour chaque catégorie de bénéficiaires de l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;

AR R E T E N T

Article 1^{er} : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Le Haut du Bois » - 23 av du Général de Gaulle à JARVILLE - est fixée à :

- 65 places d'hébergement permanent, dont 10 places en chambre à 2 lits,
- 1 place d'hébergement temporaire,

Article 2 : La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 000 702 8

Code statut juridique : 17 (Centre Communal Action Sociale)

Entité établissement :

N° FINESS : 54 001 283 8

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

capacité : 66

Code MFT : 25 (PD EHPAD partiel nAS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 65

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 65

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 65

Code discipline : 657 (accueil temporaire pour personnes âgées)

capacité : 1

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 1

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 1

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 16 mars 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Michèle PILOT
Vice-présidente déléguée au
développement social
et aux personnes âgées et handicapées

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°362 - DISAS/DIRECTION PA/PH N°059 du 16 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) de ROSIERES-AUX-SALINES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places, par types de prises en charge et par catégories de bénéficiaires, pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;

AR R E T E N T

Article 1^{er} : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) de ROSIERES-AUX-SALINES est fixée à 124 places réparties sur 2 sites.

Site rue du Paquis des Toiles :

- 84 d'hébergement permanent dont 12 places dédiées à l'accueil de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées
- 4 places d'accueil de jour pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées
- Site de BLAINVILLE – rue du Bac : 36 places d'hébergement permanent

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 120 places d'hébergement permanent.

Les 4 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 000 244 1

Code statut juridique : 21 (Etb Social Communal)

Entité établissement – site de ROSIERES-AUX-SALINES :

N° FINESS : 54 000 246 6

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

capacité : 88

Code MFT : 21 (PD EHPAD partiel HAS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 72

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 72

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 72

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 12

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 12

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 12

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 4

Code activité / fonctionnement : 21 (accueil de jour)

capacité : 4

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 4

Entité établissement – site de BLAINVILLE :

N° FINESS : 54 000 247 4

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

capacité : 36

Code MFT : 21 (PD EHPAD partiel HAS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 36

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 36

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 36

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 16 mars 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Michèle PILOT
Vice-présidente déléguée au
développement social
et aux personnes âgées et handicapées

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°363 - DISAS/DIRECTION PA/PH N°060 du 16 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « La Sainte Famille » de VANDOEUVRE-LES-NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places, par types de prises en charge et par catégories de bénéficiaires, pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;

ARRETEMENT

Article 1^{er} : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « La Sainte-Famille » - 17 rue du Bois le Duc à VANDOEUVRE-LES-NANCY - est fixée à :

- 80 places d'hébergement permanent, dont 12 places dédiées à l'accueil de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées,
- 2 places d'hébergement temporaire

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 80 places d'hébergement permanent.

Les 2 places d'hébergement temporaire ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 001 754 8

Code statut juridique : 60 (Ass.L.1901 non R.U.P)

Entité établissement :

N° FINESS : 54 000 312 6

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

capacité : 82

Code MFT : 21 (PD EHPAD partiel HAS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 68

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)	capacité : 68
Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)	capacité : 68
Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)	capacité : 12
Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)	capacité : 12
Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)	capacité : 12
Code discipline : 657 (accueil temporaire pour personnes âgées)	capacité : 2
Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)	capacité : 2
Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)	capacité : 2

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 16 mars 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Michèle PILOT
Vice-présidente déléguée au
développement social
et aux personnes âgées et handicapées

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°366 - DISAS/DIRECTION PA/PH N°063 du 16 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Les Sablons » de PULNOY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places, par types de prises en charge et pour chaque catégorie de bénéficiaires, pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;

ARRETEMENT

Article 1^{er} : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Les Sablons » 34 rue de Saulxures à PULNOY est fixée à :

- 81 places d'hébergement permanent, dont 12 places dédiées à l'accueil de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées,
- 3 places d'hébergement temporaire dont 2 places pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées,
- 3 places d'accueil de jour pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées.

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 81 places d'hébergement permanent.

Les 3 places d'hébergement temporaire et les 3 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter la date de la visite de conformité prévue à l'article L313-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 001 018 8

Code statut juridique : 47 Société Mutualiste

Entité établissement :

N° FINESS : 54 000 451 2

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

capacité : 87

Code MFT : 21 (PD EHPAD partiel HAS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 69

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 69

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 69

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 12

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 12

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 12

Code discipline : 657 (accueil temporaire pour personnes âgées)

capacité : 3

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 3

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 1

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 2

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 3

Code activité / fonctionnement : 21 (accueil de jour)

capacité : 3

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 3

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 16 mars 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Michèle PILOT
Vice-présidente déléguée au
développement social
et aux personnes âgées et handicapées

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°367 - DISAS/DIRECTION PA/PH N°064 du 16 mars 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes de jour « Germaine Marchal » géré par l'Office d'Hygiène Sociale (OHS)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places, par types de prises en charge et par catégories de bénéficiaires, pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;

ARRETER

Article 1^{er} : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes de jour « Germaine Marchal » - 38 rue du Dieuze à NANCY, géré par l'Office d'Hygiène Sociale (OHS), est fixée à 22 places d'accueil de jour pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées.

Article 2 : La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 000 670 7

Code statut juridique : 61 (Ass.L.1901 Re.U.Pub)

Entité établissement :

N° FINESS : 54 001 095 6

Code catégorie : 207 (Centre de jour pour personnes âgées)

capacité : 22

Code MFT : 11 (Préfet département/PCG)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 22

Code activité / fonctionnement : 21 (accueil de jour)

capacité : 22

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 22

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 16 mars 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Michèle PILOT
Vice-présidente déléguée au
développement social
et aux personnes âgées et handicapées

TRESORERIE GENERALE

Procuration sous seing privé du 16 décembre 2009 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents

Le soussigné M. CARDOT Olivier, Percepteur de AUDUN LE ROMAN-PIENNES

DECLARE

constituer pour son mandataire spécial et général Mme LAMORLETTE Maryline demeurant à VALLEROY

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de AUDUN LE ROMAN-PIENNES, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de AUDUN-LE-ROMAN-PIENNES, entendant ainsi transmettre à Mme LAMORLETTE Maryline tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Audun-le-Roman, le seize décembre deux mille neuf

Le mandataire,
Maryline LAMORLETTE

Le mandant,
Olivier CARDOT

Procuration sous seing privé du 16 décembre 2009 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents

Le soussigné M. CARDOT Olivier, Percepteur de AUDUN LE ROMAN-PIENNES

DECLARE

constituer pour son mandataire spécial et général Mme MAUCHANT Martine demeurant à AUDUN LE ROMAN

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de AUDUN LE ROMAN-PIENNES, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de AUDUN LE ROMAN-PIENNES, entendant ainsi transmettre à Mme MAUCHANT Martine tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Audun-le-Roman, le seize décembre deux mille neuf

Le mandataire,
Martine MAUCHANT

Le mandant,
Olivier CARDOT

Procuration sous seing privé du 16 décembre 2009 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents

Le soussigné M. CARDOT Olivier, Percepteur de AUDUN LE ROMAN-PIENNES

D E C L A R E

constituer pour son mandataire spécial et général Mme HYEULLE Brigitte demeurant à AUDUN LE ROMAN

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de AUDUN LE ROMAN-PIENNES, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de AUDUN LE ROMAN-PIENNES, entendant ainsi transmettre à Mme HYEULLE Brigitte tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Audun-le-Roman, le seize décembre deux mille neuf

Le mandataire,
Brigitte HYEULLE

Le mandant,
Olivier CARDOT

Procuration sous seing privé du 16 décembre 2009 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents

Le soussigné M. CARDOT Olivier, Percepteur de AUDUN LE ROMAN-PIENNES

D E C L A R E

constituer pour son mandataire spécial et général Mme PUGIN Héléne demeurant à PIENNES

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de AUDUN LE ROMAN-PIENNES, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de AUDUN LE ROMAN-PIENNES, entendant ainsi transmettre à Mme PUGIN Héléne tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Audun-le-Roman, le seize décembre deux mille neuf

Le mandataire,
Héléne PUGIN

Le mandant,
Olivier CARDOT

Procuration sous seing privé du 7 janvier 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature

Le soussigné Joël KLEIN, Trésorier de THIAUCOURT par intérim

D E C L A R E

- constituer pour son mandataire spécial et général Madame Martine LEMOINE, contrôleur principal du Trésor Public

- lui donner pouvoir de gérer et administrer, en son absence, pour lui et en son nom, la Trésorerie de THIAUCOURT,

- d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de THIAUCOURT, entendant ainsi transmettre à Madame Martine LEMOINE tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Thiaucourt, le 7 janvier 2010

Le mandataire,
Martine LEMOINE, Contrôleur Principal

Le mandant,
Joël KLEIN, Contrôleur Principal

le cas échéant,

- donner délégation à Mme Martine LEMOINE, contrôleur principal, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art.14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Le délégataire,
Martine LEMOINE, Contrôleur Principal

Le délégant,
Joël KLEIN, Contrôleur Principal

Procuration sous seing privé du 1^{er} février 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature

Le soussigné Joël KLEIN, Gérant intérimaire de la trésorerie de THIAUCOURT

DECLARE

- constituer pour son mandataire spécial et général, Madame Marie-Christine SIBILLE, agent de recouvrement du Trésor Public,
- lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de THIAUCOURT,
- d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de THIAUCOURT, entendant ainsi transmettre à Mme Marie-Christine SIBILLE, tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Thiaucourt, le 1^{er} février 2010

Le mandataire,
Marie-Christine SIBILLE, agent de recouvrement

Le mandant,
Joël KLEIN, Contrôleur Principal

AUTRES SERVICES**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**

Direction générale

Extrait de la décision du 19 mars 2010 concernant la facturation des actes hors nomenclatures de biologie ou d'anatomie et cytologie pathologiques réalisés pour le compte d'établissements extérieurs

Le Directeur Général,

DECIDE

A compter du 01/01/2010, le CHU de Nancy facture les actes hors nomenclatures de biologie ou d'anatomie et cytologie pathologiques réalisés pour le compte d'établissements extérieurs sur la base du 'Référentiel BHN-PHN V.3'.

Ces tarifs sont consultables sur le site du CHU de Nancy (www.chu-nancy.fr, rubrique *Professionnels de santé*).

Nancy, le 19 mars 2010

Le Directeur Général
Philippe VIGOUROUX

AVIS ET COMMUNICATIONS**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**

Service aménagement durable, urbanisme, risques

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 663 du 15 mars 2010 autorisant la Société ALTESIO à exécuter des travaux sur la commune de MARBACHE

Par arrêté préfectoral n° 663 en date du 15 mars 2010, ALTESIO, rue du grand pré, ZAC Euromoselle sud 57140 NORROY LE VENEUR, a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'enfouissement des réseaux basse tension rue Jean Jaurès, sur la commune de MARBACHE.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 24701 du 15 mars 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de CHAUDENEY-SUR-MOSELLE

Par arrêté préfectoral n° 24701 en date du 15 mars 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de Chaudeney sur Moselle – remplacement poste CH Bas du Bourg rue des Coquillottes, sur la commune de CHAUDENEY SUR MOSELLE.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 31537 du 15 mars 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur les communes de VALLEROY, MOINEVILLE et AUBOUE

Par arrêté préfectoral n°31537 en date du 15 mars 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue PAC 2010 HTA commune de Valleroy, sur les communes de VALLEROY, MOINEVILLE et AUBOUE.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 36046 du 15 mars 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de LAY-SAINT-REMY

Par arrêté préfectoral n°36046 en date du 15 mars 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du remplacement poste CH Lay St Rémy rue du St Empire, sur la commune de LAY SAINT REMY.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 37262 du 23 mars 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de SEXEY-LES-BOIS

Par arrêté préfectoral n° 37262 en date du 23 mars 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'enfouissement de réseaux 27bis rue de la Commanderie, sur la commune de SEXEY LES BOIS.

AUTRES SERVICES

CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY

*Direction des ressources humaines***Avis du 11 mars 2010 de concours sur titres d'ouvriers professionnels qualifié au Centre Psychothérapique de Nancy**

En application du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, le C.P.N. à LAXOU organise à partir du 1^{er} mai 2010 un concours sur titres d'ouvriers professionnels qualifiés afin de pourvoir 5 postes :

- 1 poste spécialité menuiserie
- 1 poste spécialité métallerie
- 2 postes spécialité peinture
- 1 poste spécialité restauration

Conditions d'inscription :

- Conditions générales :

Peuvent faire acte de candidature les titulaires des titres suivants :

1 CAP ou 1 BEP ou 1 diplôme au moins équivalent

- Conditions d'âge : suivant cas particulier

Réception et clôture des inscriptions :

Les candidatures (lettre + CV + copie des diplômes) doivent être adressées à

Madame le Directeur des Ressources Humaines - Centre Psychothérapique de Nancy - BP 11010 - 54521 LAXOU CEDEX

dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication de cet avis

Laxou, le 11 mars 2010

Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur Adjoint chargé des Ressources Humaines
Isabelle CAILLIER

Avis du 11 mars 2010 de concours interne sur épreuves pour le recrutement d'un agent de maîtrise au Centre Psychothérapique de Nancy Laxou

En application du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, le C.P.N. de LAXOU organise à partir du 1^{er} mai 2010 un concours interne sur épreuves d'agent de maîtrise en vue de pourvoir :

- 1 poste - spécialité restauration

Conditions d'inscription :

Peuvent faire acte de candidature :

- Les maîtres ouvriers et conducteurs ambulanciers de 1^{re} catégorie

- Les ouvriers professionnels qualifiés, conducteurs ambulanciers de 2^{ème} catégorie, les aides de laboratoire d'électroradiologie et de pharmacie de classe supérieure, comptant au moins 7 ans d'ancienneté dans leur grade

Composition et nature des épreuves :

A - épreuves écrites d'admissibilité :

- Composition sur un ou plusieurs sujets de législation hospitalière (durée 1 heure – coef 1)
- Questionnaire portant sur les connaissances professionnelles (durée 2 heures – coef 2)

B – épreuve d'admission :

- Epreuve orale permettant d'apprécier les connaissances et les aptitudes à l'encadrement suivie d'un entretien avec le jury (durée 15 mn – coef 2)

Réception et clôture des inscriptions :

Les demandes d'inscription à ces concours doivent être adressées à :

Madame le Directeur des Ressources Humaines - Centre Psychothérapique de Nancy - BP 11010 - 54521 LAXOU CEDEX

dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication de cet avis

Laxou, le 11 mars 2010

Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur Adjoint chargé des Ressources Humaines
Isabelle CAILLIER

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

Avis du 18 mars 2010 de concours sur titres d'ouvrier professionnel qualifié

Référence : Décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié portant statut particulier des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière.

Un concours sur titres est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :

- ✎ 1 poste d'Ouvrier Professionnel Qualifié – Spécialité Electricité
- ✎ 1 poste d'Ouvrier Professionnel Qualifié – Spécialité Restauration
- ✎ 3 postes d'Ouvrier Professionnel Qualifié – Spécialité Manutention
- ✎ 1 poste d'Ouvrier Professionnel Qualifié – Spécialité Vaguemestre

I – Conditions d'inscription

Conditions générales :

Le concours est ouvert aux candidats titulaires soit :

- ✎ d'un diplôme de niveau V ou d'une qualification reconnue équivalente ;
- ✎ d'une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles délivrée dans une ou plusieurs spécialités ;
- ✎ d'une équivalence délivrée par la commission instituée par le décret n° 2007/196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique ;
- ✎ d'un diplôme au moins équivalent figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé.

Conditions particulières :

Les candidats à un emploi dans la spécialité conduite de véhicules doivent en outre justifier de la détention des permis de conduire des catégories A, B, C et D en cours de validité, en fonction des véhicules dont disposent les établissements qui préciseront, à l'ouverture du concours, le permis que devront détenir les candidats.

II – Réception et clôture des inscriptions

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie à 1,35 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY - Direction des Ressources Humaines - Unité G.P.E. – Service Concours – Bureau n° 18 - 29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034 - 54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

☞ un délai d'un mois est imparti pour déposer le dossier d'inscription à compter de la date de publication de cet avis

Nancy, le 18 mars 2010

La directrice adjointe des ressources humaines,
Rachel RUTHMANN

